

Chapitre 5 :

Familles ouvrières et réalités des femmes

– au travail et au-delà¹

La plupart des entreprises où nous avons travaillé sont assez uniformément mixtes en ce qui concerne le personnel ouvrier. Mais, comme vous pouvez le lire dans nos rapports sur nos boîtes, on observe souvent une division sexiste très visible au sein de cette main-d'œuvre. Par exemple, les femmes sont confinées à certains emplois, principalement des postes «non qualifiés» moins bien payés, et elles doivent faire face au harcèlement et à d'autres conneries. À l'ère de l'égalité juridique, comment comprendre cette situation ? Elle ne s'explique pas simplement par les «attitudes sexistes» des cadres, contremaîtres ou collègues masculins. En même temps, le manque de confiance en soi de nombreuses travailleuses pose un problème d'organisation contre les patrons ; nous avons affaire à une question de classe. Pour comprendre la base matérielle de la division sexiste au sein de la classe ouvrière, nous devons regarder au-delà du lieu de travail immédiat et comprendre comment la classe ouvrière – et l'humanité en général – se reproduit, c'est-à-dire comment nous formons des relations intimes, avons des enfants, les élevons, prenons soin des personnes âgées, etc.

La famille et le fait que les femmes soient les principales responsables de la procréation et de l'éducation des enfants constituent la base de leur oppression, mais cela se passe très différemment selon leur position de classe. Les femmes riches peuvent échapper au travail domestique et à l'isolement social (de la «location d'un utérus» à l'embauche de nourrices et de femmes de ménage). Les ouvrières sont davantage prisonnières de la famille, parce qu'elles ne peuvent se permettre de payer pour la garde des enfants et ont besoin du soutien d'autres membres (féminins) de la famille. Beaucoup de nos collègues dépendent de leur mère ou de leur belle-mère, qui vivent en Pologne ou en Inde (ou en sont originaires), pour s'occuper des enfants.

Pour ces femmes, la fermeture des centres pour enfants², comme celle annoncée par le conseil municipal d'Ealing³ en 2019, ou des espaces sociaux, comme les bibliothèques, ont un impact immédiat sur leur charge de travail. Au lendemain de la crise financière de 2008, les ouvrières ont été coincées entre, d'un côté, les réductions de l'aide sociale et la pression accrue pour travailler davantage ; et, de l'autre, la réaction conservatrice qui promeut les valeurs familiales traditionnelles. Cette démarche a un

¹ Ce texte est la traduction du cinquième chapitre de *Class power on zero-hours* PM Press, 2020. L'introduction de ce livre a été traduite sous le titre – *Nous, travailleurs précaires, nous avons un pouvoir collectif!* <http://www.mondialisme.org/spip.php?article2859>

² La scolarité n'est obligatoire au Royaume-Uni qu'à partir de 5 ans Les *children centers* font partie des différentes structures «fournissant un accueil pour les enfants de moins de 8 ans d'au moins 4 heures par jour, dans des locaux autres que des locaux d'habitation» (cf. «L'accueil des enfants au Royaume-Uni», *Etudes et Résultats* n° 234, avril 2003, disponible en ligne). Selon cet article, il existe d'autres structures : les centres familiaux (*family centers*) ; les écoles maternelles (*nursery schools*) qui accueillent les enfants 2,5 heures par jour, seulement entre 3 et 5 ans, et uniquement pendant la période scolaire ; les halte-garderies (*sessional care centers*) qui ne fonctionnent pas plus de 4 heures par jour et par enfant ; et les points d'accueil (*nurseries*) auxquels on peut avoir recours pour des durées brèves (2 heures) et à des moments occasionnels (*NdT*).

³ Greenford, lieu où habitent les camarades qui ont écrit ce livre, est l'une des sept villes de la commune d'Ealing (*NdT*).

but pratique : la valorisation de la famille en fait un refuge ou un antidote idéal face à l'austérité et aux difficultés matérielles, mais aussi aux incertitudes masculines qu'elle invoque. Mais il est de plus en plus impossible d'apporter un revenu supplémentaire au foyer tout en maintenant des relations familiales nous donnant le temps, l'espace, les ressources et l'énergie nécessaires pour vraiment nous soutenir et nous aider mutuellement.

Nous allons essayer de mettre en lumière ce problème de différentes manières. Vous trouverez sur notre site un texte plus long qui expose quelques réflexions générales sur le racisme et l'oppression des femmes en tant que problèmes de classe – une critique de l'intersectionnalité⁴. Pour notre journal ouvrier, *WorkersWildWest*, nous avons écrit un article sur la crise de la famille dans lequel nous réfléchissions sur la façon dont nous et nos collègues de travail, nous vivons et organisons notre vie de famille dans cette ville. Sous un régime d'austérité qui favorise les coupes dans les services sociaux et restreint l'accès aux prestations sociales pour les travailleurs immigrés, la famille est à la fois une bénédiction et une malédiction : nous comptons sur la famille comme une véritable communauté matérielle qui nous aide à survivre, mais en même temps elle devient un lieu confiné de tensions, de conflits et de violences potentielles. Au lieu de nous plaindre des «mauvaises conditions de vie et du surpeuplement» dans lesquels vivent les familles de la classe ouvrière, nous avons essayé de renverser la situation en y voyant un facteur potentiel de collectivisation du travail domestique. Nous avons finalement pensé que le meilleur choix serait de laisser les travailleuses parler elles-mêmes. Nous avons donc interviewé cinq de nos collègues de travail et colocataires et publié le tout dans une brochure dont nous reproduisons le contenu dans la seconde moitié de ce chapitre.

La crise des familles de la classe ouvrière

La crise de la famille comme moyen de vivre ensemble et d'élever des enfants n'est pas nouvelle. Les familles ouvrières ont toujours été décrites comme chaotiques (pères absents, mères célibataires et/ou adolescentes, enfants indisciplinés), mais, avec la crise du logement et l'austérité, la situation est devenue plus difficile et les travailleurs sont contraints de vivre dans des conditions plus pénibles. Dans les entrepôts, les usines et autres entreprises à bas salaires de l'ouest de Londres, nous avons beaucoup discuté avec nos collègues sur leur mode de vie – même s'ils ne disposent pas de beaucoup de temps libre après leur journée de travail. Nous avons également observé la situation chez nous, puisque nous avons partagé un appartement avec d'autres travailleurs de différents pays.

John⁵ : *Je travaille avec Simon, un Britannique blanc, dans un dépôt qui sert au nettoyage des rues. Agé d'une cinquantaine d'années, il partage une chambre avec un ami. Ils travaillaient tous deux comme plombiers dans le secteur du tourisme en République dominicaine. Au boulot, il s'est lié d'amitié avec Mustafa, un travailleur somalien, qui cherchait un endroit où loger. Lorsqu'une chambre s'est libérée dans l'appartement de Simon, il a organisé une rencontre entre Mustafa et le propriétaire. Quand ce dernier a découvert qu'il s'agissait d'un «musulman africain», il a soudain prétendu que la chambre était «déjà prise».*

Ce n'est pas un hasard si la plupart des femmes avec lesquelles nous travaillons ont moins de trente ans, ou alors plus de quarante ans. De nombreuses jeunes mères de la classe ouvrière abandonnent encore temporairement le travail salarié. Nous n'avons donc pas pu approfondir les conditions d'éducation des enfants et les façons dont les femmes prolétaires jonglent avec le travail reproductif dans le contexte actuel de coupes budgétaires ; la situation des garderies locales ou d'autres structures de garde d'enfants ; et les problèmes des travailleuses immigrées pour accéder aux allocations familiales.

⁴ <https://angryworkersworld.wordpress.com/2019/06/19/class-racism-and-womens-oppression-critical-thoughts-on-intersectionality-theory/>

⁵ Ce prénom, comme tous les autres dans ce texte, est un prénom fictif (*NdT*).

Nous voyons des mères qui viennent de Pologne, du Pakistan et de Somalie, et qui partagent le terrain de jeu de notre parc local, mais nous savons peu de choses sur leurs interactions réelles.

Amelia : *Elle et son mari vivent dans une petite chambre double à Southall. Elle travaille de jour dans un centre de distribution, tandis que lui bosse de nuit pendant douze heures dans un entrepôt de légumes. Il est payé en espèces, parce qu'il est «en situation irrégulière». Leur fille de cinq ans est restée chez ses grands-parents dans le Pendjab, en Inde. Ils ne l'ont pas vue depuis quatre ans. Leur demande de visa est en cours. Même s'ils vivraient comme des membres de la classe moyenne en Inde, la femme ne veut pas y retourner parce qu'elle a «plus de liberté» ici. Ils ont récemment eu un autre bébé, et ils partagent maintenant leur chambre de neuf mètres carrés. Elle ne peut pas demander de congé maternité car son visa stipule qu'elle n'est pas censée travailler.*

Il y a quinze, vingt ans, les travailleurs manuels (immigrés) de cette région gagnaient suffisamment pour grimper dans l'échelle du logement ou, à tout le moins, économiser de l'argent tout en ne vivant pas dans une chambre trop misérable et trop chère. Cela n'est plus possible, même si les rêves perdurent. En tant qu'unité économique, la famille est proche de la faillite : entre décembre 2018 et décembre 2019, la dette moyenne des ménages a augmenté de 10 % pour atteindre le niveau record de 10 316 euros. Plus de dix millions de ménages n'ont pas d'économies, ce qui signifie que s'ils perdent un salaire mensuel, ils n'ont plus d'argent pour payer les dépenses de base, comme le loyer et la nourriture. Cette situation provoque un stress permanent et amène les individus à se sentir coupables. La vie de famille doit se poursuivre dans ce contexte, que l'on soit coincé dans des relations de merde (il est plus facile à un couple de payer le loyer, etc.), que ses enfants soient obligés de vivre tous dans la même chambre, ou qu'il s'agisse de trouver un nouveau logement et un nouveau moyen de garder sa progéniture. En avril 2017, le gouvernement a limité les allocations familiales à deux enfants, ce qui signifie que seules les personnes riches peuvent réellement se permettre d'en avoir davantage.

Joanna : *Nous avons mis une annonce pour louer une chambre dans notre appartement à Greenford. Un appel sur deux provenait de parents ayant un jeune enfant ou un bébé, et qui cherchaient une chambre individuelle ou dans un appartement partagé. Nos colocataires travaillent en équipe et ne veulent pas d'un bébé qui crie et les empêche de dormir, donc nous avons dû leur dire non...*

Les emplois sont stressants et bouffent énormément de notre temps ; nous changeons plus souvent d'emploi et devons déménager plus souvent. Tout cela exerce une pression énorme sur les relations amicales en général. Les gens ont moins d'amis proches aujourd'hui qu'il y a quinze ou vingt ans. Dans une étude récente, un homme interrogé sur huit a déclaré n'avoir aucun ami proche, ce qui équivaut à 2,5 millions d'hommes au Royaume-Uni. Il est frappant de constater que les hommes mariés ont deux fois plus de chances de n'avoir aucun ami que les hommes non mariés. Pour eux, la famille devient le principal domaine de la vie affective. Dans le même temps, la famille et les mariages eux-mêmes deviennent plus fragiles. Selon les chiffres de l'Office national des statistiques, depuis 2016, environ 42 % des mariages au Royaume-Uni se terminent par un divorce. Ce chiffre est considérablement plus élevé pour les familles de la classe ouvrière.

Par rapport aux décennies précédentes, les taux de divorce ont augmenté : 22 % des mariages en 1970 s'étaient conclus par un divorce avant le quinzième anniversaire de mariage, alors que 33 % des mariages en 1995 s'étaient terminés au bout du même délai. Pour les couples de sexe opposé qui divorcent, la durée moyenne d'un mariage en Grande-Bretagne était de 12,5 années en 2018. Certes, les taux de divorce ont chuté depuis la crise économique mais, si plus de gens «tiennent bon», nous supposons que c'est pour des «impératifs économiques». Néanmoins, même la réintroduction d'une «allocation mariage» (un moyen pour les couples de payer moins d'impôts) par le gouvernement conservateur n'a pas changé beaucoup la situation générale. Les familles et les relations de couple sont sous pression, tant sur le plan économique (manque d'espace, tensions financières) qu'émotionnel – les

hommes (plus que les femmes) attendent de leur partenaire qu'elle prenne seule en charge tous les besoins émotionnels.

Mike : *Pendant deux mois, j'ai travaillé dans des équipes qui ramassaient les ordures et balayaient les rues à Ealing. Les intérimaires comme moi passent souvent d'une équipe à l'autre, donc j'ai parlé à beaucoup de collègues. Sur la quarantaine d'hommes avec lesquels j'ai travaillé, âgés de 20 à 60 ans, tous, sauf trois ou quatre, s'étaient séparés de la mère de leurs enfants et environ un quart d'entre eux avaient perdu le contact avec leurs gamins. Certains ont mentionné des injonctions légales contre eux et des cas isolés de violence, mais ils disent toujours qu'ils n'ont rien fait de grave.*

Dans un monde où les individus ont de moins en moins de temps à consacrer à leurs amis et où l'environnement social général est froid et anonyme, l'«amour romantique» et la famille sont considérés comme un «refuge». Il est impossible pour une «relation amoureuse» de supporter toute la pression émotionnelle et les besoins que la vie nous impose ; néanmoins, si ces besoins ne sont pas satisfaits, cela est considéré comme un échec personnel. Nous nous accusons les uns les autres. La famille et les relations amoureuses sont également l'un des rares domaines où les travailleurs masculins peuvent sentir qu'ils ne sont pas les derniers des derniers – ils ont au moins une personne «en dessous d'eux». La crise de confiance et de communauté de la classe ouvrière (liée à la destruction des grandes industries, des syndicats, de la solidarité) a été privatisée sous la forme d'une «crise de la masculinité» au sein de la classe ouvrière (ce qui se traduit par la dépression, l'augmentation des problèmes liés à la drogue et la violence). La tension sociale s'intensifie à la maison.

Philip : *Un ami et sa compagne partagent une chambre dans un appartement avec cinq ou six autres personnes. Elle travaille de jour dans une usine alimentaire, lui travaille de nuit dans un entrepôt. Après le travail, il fume de l'herbe pour se détendre. Ce facteur et le manque de sommeil entraînent une dépression psychotique. Il se rend aux urgences, mais on ne lui donne que des somnifères. Il ne reçoit pas d'indemnités maladie, donc son partenaire continue à travailler, bien qu'il ait besoin de soins et ne puisse pas quitter la chambre. Au bout d'une semaine, son père arrive de Hongrie et reste avec eux pendant deux semaines pour emmener son fils faire des promenades et aller à la salle de sport.*

Le foyer est toujours l'endroit où les femmes risquent le plus d'être battues, violées, blessées ou assassinées. Si les médias se concentrent encore largement sur «l'inconnu violent qui agresse les femmes dans une ruelle mal éclairée», dans la plupart des cas, l'agresseur est un partenaire, un «ami» ou un parent : seuls 7 % des viols signalés à Londres sont commis par des inconnus. Au Royaume-Uni, environ un tiers des femmes ont été victimes de violences domestiques depuis l'âge de 16 ans. Cela représente cinq millions de femmes. Chaque semaine, deux femmes en Angleterre et au Pays de Galles meurent des suites de violences domestiques. Les cas de violence augmentent souvent pendant la grossesse, ou après l'accouchement, ce qui indique une relation entre la violence et une augmentation du stress (économique, personnel). Ces données prouvent également que les hommes se concentrent unilatéralement sur leur partenaire pour répondre à leurs besoins émotionnels, et que la satisfaction de cette exigence est compromise lorsque l'attention de la femme doit désormais être partagée avec une autre (petite) personne. Cette jalousie joue un rôle important dans les relations violentes.

Andy : *J'ai travaillé avec lui sur un camion de recyclage. Lui et sa compagne sont venus de Hongrie, ils ont une fille. Après avoir vécu deux ans en Angleterre, elle a voulu se séparer de lui pour des raisons qu'il n'a pas voulu me révéler – il m'a raconté qu'elle s'était «trouvé un Anglais». Il a continué à lui envoyer des SMS, à débarquer chez elle, à la harceler. Le frère de son ex-copine a voulu l'arrêter mais il l'a frappé. Son ex-partenaire a déposé une plainte pour harcèlement et violence domestique. Il n'est pas autorisé à la voir, ni elle, ni sa fille.*

La surpopulation et les faibles revenus signifient que, en cas de crise personnelle, les couples de prolétaires ne peuvent pas se «donner un peu d'espace». La situation peut donc s'aggraver plus facilement et les chances de s'échapper s'amenuisent. En outre, les refuges sont peu nombreux en raison

de la crise de leur financement, de sorte que les femmes n'ont littéralement nulle part où aller. En Angleterre, environ 10 000 personnes sont obligées de contacter les autorités locales et d'accéder aux services de lutte contre la violence domestique dans une autre commune que celle de leur lieu de résidence. Les enfants sont les autres victimes des conflits intrafamiliaux. En Angleterre, les autorités locales ont pris en charge 68 110 enfants (fin mars 2013), soit le niveau le plus élevé depuis vingt ans. Ce chiffre est passé à 75 420 en mars 2018. Cela s'explique en partie par l'augmentation rapide du nombre d'enfants pris en charge à la suite de la maltraitance et du décès de «Baby P⁶» en 2007. Et peut-être aussi à cause d'une augmentation des cas de maltraitance ou de négligence, qui représentent près des deux tiers des enfants pris en charge (62 %).

Nous sommes dans une impasse. Dans de nombreuses situations, l'État, les flics et les services sociaux sont la seule force qui puisse intervenir dans une situation de maltraitance – dans les cas de violence contre les femmes ou les enfants. Nous ne pouvons pas prêcher le «respect de la vie privée» lorsque cette «vie privée» devient un écran de fumée pour toutes sortes de saloperies. En même temps, l'État et ses institutions ne cessent de maltraiter les travailleurs et les travailleuses : regardez la vie dans les prisons, les centres de détention, les orphelinats, etc. C'est aussi à nous – voisins, collègues, amis – d'intervenir !

Joanna : *J'habite dans un appartement en colocation. Trois couples vivent dans trois pièces, mais nous essayons de respecter la vie privée de chacun. La plupart d'entre nous n'ont pas de contrat de location, de sorte que nous ne pourrions pas prétendre à l'aide au logement si nous perdons notre emploi actuel. Le manque d'espace est gênant, notamment dans notre petite cuisine et quand nous devons attendre notre tour pour utiliser la salle de bains. Nous essayons donc de nous donner un peu d'espace les uns aux autres. Cela va tellement loin que la frontière entre «se donner de l'espace» et «s'ignorer» se brouille. Ainsi, lorsque j'entends qu'une discussion un peu violente se déroule dans la pièce voisine, je ne sais pas comment intervenir. Je crois que le mec malmène sa partenaire, je l'ai entendu crier et la frapper une fois. J'ai posé la question ensuite à sa copine, mais elle m'a répondu que tout allait bien. Son anglais et ses perspectives d'emploi sont pires que les siens. Elle reste souvent toute seule dans sa chambre, en attendant qu'il rentre à la maison. Elle semble donc assez dépendante de lui, sur les plans financier et émotionnel. Le fait de devoir vivre dans la même chambre et d'être isolé des autres occupants (même dans un appartement partagé) implique qu'il lui faudrait faire un grand effort pour s'échapper.*

Nous ne pleurons pas la disparition de la famille. La «crise de la famille» n'est pas seulement un signe de pression extérieure générale sur les relations humaines. C'est aussi l'expression du fait que les femmes de la classe ouvrière ont acquis une certaine indépendance économique, ainsi que la confiance en elles-mêmes, les ressources et des solutions alternatives pour quitter un partenaire. Une étude récente indique que, en 2015, environ un tiers des femmes employées au Royaume-Uni étaient le principal soutien de famille, y compris dans les familles monoparentales. Entre 1971 et 2008, le taux d'emploi des femmes au Royaume-Uni est passé de 59 % à 70 % (alors que celui des hommes a chuté de 95 % à 79 %).

Depuis le début de la récente crise en 2008, le taux d'emploi des femmes a encore augmenté, tandis que celui des hommes a diminué, principalement parce que la part du travail à temps partiel a augmenté par rapport au travail à temps plein, et que les femmes sont plus susceptibles de travailler à temps partiel.

Par ailleurs, de nombreux collègues masculins insinuent que les femmes divorcent «pour avoir la maison» ou en tirer des avantages matériels. Ce n'est généralement pas vrai. Alors que 66 % des

⁶ Le petit Peter est mort en 2007, à l'âge de 17 mois, après avoir été horriblement torturé pendant des mois par son père, un Anglo-Irlandais fasciné par les nazis (NdT).

divorces sont prononcés à la demande de l'épouse, les femmes sont perdantes sur le plan économique après une séparation, notamment en ce qui concerne l'argent de la pension alimentaire.

Alice : *Nous sommes quatre dans notre appartement et travaillons dans des équipes et à des jours différents dans la semaine. C'était un casse-tête d'aller chacun faire les courses individuellement, de ranger la nourriture dans des armoires individuelles, de se cuisiner chacun notre petit repas. Nous avons trouvé un arrangement où chacun verse 20 livres par semaine dans une cagnotte. Nous partageons maintenant la cuisine et avons tendance à manger ensemble plus souvent. Au lieu de cuisiner tous les jours, nous n'avons plus à le faire que tous les trois ou quatre jours. Nous réalisons aussi des économies. Il nous a fallu un certain temps pour découvrir ce que chacun d'entre nous aime manger et ainsi de suite, mais ce n'était pas une grosse affaire.*

Être seul n'est pas non plus une solution, même si nous sommes de plus en plus nombreux à vivre seuls. La proportion d'adultes vivant seuls, principalement dans la tranche des 25-44 ans, a presque doublé entre 1973 et 2011, passant de 9 % à 16 %. Cette tendance se poursuit. Le nombre de personnes vivant seules a augmenté d'un cinquième au cours des vingt dernières années, passant de 6,8 millions en 1999 à 8,2 millions en 2019. La majeure partie de cette augmentation est due à la croissance du nombre d'hommes vivant seuls (72,1 %), principalement âgés de 45 à 64 ans. Rester chez soi et regarder Netflix permet de faire passer le temps plus rapidement, mais vivre seul risque d'avoir des conséquences néfastes sur la santé mentale, avec des taux plus élevés d'anxiété et de dépression causés par la solitude. En même temps, depuis 2008, nous avons constaté une augmentation du nombre d'adultes qui travaillent et vivent avec leurs parents.

Agustin : *Lorsque la crise a frappé l'Espagne, mon pote est parti travailler aux Pays-Bas, où il a vécu seul pendant trois ans. Lorsque le travail dans un entrepôt de l'aéroport a pris fin, il est venu vivre avec sa mère (espagnole) et son beau-père (pakistanaï) à Londres. Le travail au salaire minimum ne lui permet pas d'avoir son propre logement. Peu après son arrivée, le frère cadet de son beau-père, sa femme et ses deux enfants ont emménagé. Le beau-père et son frère travaillent tous deux comme chauffeurs de taxi, leurs épouses s'occupant des tâches ménagères et de la garde des enfants. Au début, leur séjour était temporaire, mais ils n'ont pas trouvé d'appartement à un prix abordable. Depuis lors, des disputes éclatent sans cesse à propos de «qui travaille et qui gagne combien», «qui consomme combien de gaz et d'électricité», «qui paie les factures». Les attentes et les obligations liées à l'aide à la famille sont mises à rude épreuve.*

Les modèles de foyer divergent au sein de la classe ouvrière : dans les familles de travailleurs immigrés arrivés au Royaume-Uni depuis longtemps et relativement bien installés, la vie chez les grands-parents est plus fréquente, ce qui compense souvent les difficultés à trouver des services de garde d'enfants adéquats. En 2011, 20 % des familles asiatiques vivaient dans des foyers multi-générationnels, contre 7 % de l'ensemble des ménages au Royaume-Uni. Dans l'ensemble, les femmes adultes de la classe ouvrière ont deux fois plus de chances d'être des grands-mères actives (prenant en charge la garde des enfants, etc.) que leurs homologues des classes moyennes. À leur tour, la présence des grands-mères devient souvent une condition préalable pour pouvoir jongler avec le travail et la garde des enfants : 20 % des mères d'enfants âgées de moins de quatre ans et ayant des mères pour les aider à s'occuper de leurs enfants travaillent à plein temps, contre 6 % de celles qui n'ont pas de mère pouvant les aider.

Judith : *Elle travaille dans un entrepôt, son mari travaille lui aussi. Leur fils de quatre ans a passé un an ou deux chez ses grands-parents en Pologne. Ils ont décidé de l'amener ici au Royaume-Uni, mais, faute de garderie, la grand-mère est venue aussi. Elle ne parle pas l'anglais et la belle-fille est mécontente de l'avoir «tout le temps dans les pattes», mais elle n'a pas vraiment le choix.*

En raison de la crise familiale, de nombreux ouvriers et ouvrières britanniques ne grandissent pas dans des «familles traditionnelles». En 2010-2011, un tiers des enfants de moins de 16 ans ne vivaient pas avec leurs deux parents biologiques. Dans une étude datant de 2013, 29 % des parents ayant la garde

principale ont déclaré que leur enfant ne voyait jamais leur ex-conjoint, et 20 % de tous les parents ayant la garde principale ont affirmé que leur enfant n'avait pas vu l'autre parent depuis la séparation. En 2019, 22 % des familles avec enfants à charge étaient des familles monoparentales, 86 % d'entre elles étant dirigées par une mère célibataire.

Harold : *Selon lui, son ex-femme a changé après leur mariage arrangé en Inde et son arrivée en Angleterre. Elle a dressé toute sa famille, y compris sa mère, contre lui, en affirmant qu'il avait été violent envers elle. Il ne peut pas voir son enfant et tout cela parce qu'«elle a secrètement une liaison avec un ami de la famille». Quand je lui ai demandé s'il avait des preuves, il a fait allusion à des ragots qu'il aurait entendus. Il se sent déprimé depuis deux ans, et pense que «cette salope» a ruiné sa vie, qu'il fait un travail de merde et que sa vie est un «enfer permanent».*

Tout comme les hommes mariés ont moins d'amis que les hommes célibataires, les femmes célibataires disposent souvent d'un meilleur réseau de soutien que les femmes mariées : la nécessité de compter sur les autres leur permet en effet d'être moins isolées. Lorsque des parents appartenant à la classe ouvrière se séparent, l'ensemble du ménage est mis à rude épreuve sur le plan économique. L'État a essayé d'éviter de soutenir les parents isolés en encourageant les «arrangements privés» en termes de pension alimentaire, c'est-à-dire en recueillant de l'argent auprès des anciens partenaires. Cette tentative a échoué et la responsabilité a été confiée au ministère du Travail et des Pensions. En fin de compte, ce sont principalement les femmes de la classe ouvrière qui sont les principales responsables de la garde des enfants. Actuellement, moins de la moitié (38 %) des parents isolés reçoivent une pension alimentaire pour leur progéniture. On estime que le ministère a dépensé environ 62 centimes d'euro pour chaque 1,10 euro collecté au nom des parents pour faire fonctionner le système : la bureaucratie se nourrit elle-même.

Au Royaume-Uni, la crise de la famille se traduit notamment par l'augmentation du nombre de parents isolés, qui sont principalement des femmes prolétaires. Dans le cadre des mesures générales d'austérité à l'encontre de la classe ouvrière, des mesures spéciales ont ciblé les parents isolés, par exemple en augmentant la pression pour qu'ils travaillent, voire qu'ils fassent des heures supplémentaires ; ou qu'ils jonglent avec plusieurs boulots à la fois. Ces mesures sont souvent accompagnées d'une propagande médiatique contre les «mères irresponsables qui veulent juste se voir attribuer un logement social». Les classes dominantes nous ont toujours dépeints comme des individus immoraux, irresponsables et paresseux afin d'expliquer pourquoi nous sommes pauvres et devons accepter leurs mesures disciplinaires. Peu importe que les crèches ferment et que les activités périscolaires⁷ deviennent plus chères : à Londres, ces deux dernières années, les prix ont augmenté de près de 33 %. En 2015, le coût moyen d'une semaine de garde d'enfants à plein temps (cinquante heures) à Londres était de 308 euros. A Londres, une personne qui travaillait à plein temps, au salaire minimum, gagnait 313 euros par semaine avant impôts. Dans ces conditions, décider d'avoir des enfants suppose de calculer sans cesse ses dépenses et subir des pressions constantes.

Alors que la famille est surchargée par les pressions économiques et sociales, la crise économique et les mesures d'austérité de l'État poussent davantage de personnes à revenir habiter dans leur famille. De

⁷ Au Royaume-Uni, **en théorie**, les écoles doivent offrir des activités périscolaires, mais elles ne sont pas obligées de les gérer elles-mêmes et les sous-traitent à des organismes privés. Les règles, les prix et le nombre d'heures disponibles varient donc énormément selon les endroits. Selon la revue *Etudes et Résultats* (op. cit.), «L'accueil périscolaire (Out of School Care) regroupe des structures accueillant des enfants de moins de 8 ans soit avant, soit après l'école, soit pendant les vacances scolaires. L'accueil y est proposé pour plus de 2 heures par jour, au moins 5 jours par an. Les plus fréquents sont les camps d'été (Summer Camps), les centres de vacances (Holiday Play Schemes), les garderies du matin (Breakfast Clubs) et les garderies du soir (After School Clubs)» (NdT).

nombreux adultes ne peuvent quitter le domicile parental en raison du prix des loyers et des logements : la proportion de personnes âgées de 20 à 34 ans qui vivent chez leurs parents est passée de 19,5 % en 1997 à 26 % en 2017, soit 3,4 millions de personnes. L'État a supprimé l'aide au logement pour les moins de 25 ans. La «taxe sur les chambres à coucher supplémentaires»⁸ dissuade les enfants adultes de revenir chez leurs parents âgés, s'ils ont besoin d'un hébergement temporaire ou en cas d'urgence. L'augmentation des prix des maisons de retraite signifie que davantage de personnes âgées sont prises en charge à domicile, ce qui représente un fardeau supplémentaire pour une structure familiale déjà surchargée. Nous connaissons tous des «tragédies familiales» : les décès massifs de personnes âgées dus à la négligence, ou l'augmentation de la violence contre les enfants.

Andy : *Après s'être séparé de sa femme, il a dû vendre la maison et retourner vivre chez ses parents, qui ont tous deux plus de 70 ans. Les loyers du secteur privé sont trop élevés pour un emploi de balayeur au salaire minimum et ses parents ont besoin d'aide de temps en temps.*

Tout en réduisant le salaire social (crèches, maisons de retraite, etc.), l'État veut maintenir la paix sociale : la famille est une garantie que les travailleurs et les travailleuses se débrouillent seuls, ou se bagarrent entre eux, au lieu de s'attaquer aux riches et aux puissants. Après les émeutes de Londres en 2011, tous les politiciens se sont plaints des jeunes en colère dont les parents manquaient d'autorité. Ils ont peut-être raison : les parents de la classe ouvrière avaient souvent l'habitude de discipliner leurs enfants pour qu'ils deviennent de «bons ouvriers» et ne causent pas de problèmes, parce qu'ils comptaient sur la future contribution de leur progéniture au revenu familial. La classe dirigeante déplore l'absence de contrôle parental, mais elle n'a pas d'autre choix. Le système capitaliste détruit les fondements de la famille, tout en prêchant les valeurs familiales.

Certains nous conseillent de nous contenter de redécouvrir les valeurs familiales traditionnelles et de les défendre, en ignorant toutes les raisons matérielles qui rendent la situation de plus en plus difficile. Si la pénurie des services de garde d'enfants n'occupe pas la première page des journaux et n'est pas dénoncée comme une crise nationale au même titre que, par exemple, le problème des SDF, c'est que les femmes sont trop surchargées de travail pour commencer à vraiment se battre collectivement sur ce sujet. De plus, ce silence s'explique par leur isolement relatif et le fait que les femmes inventent toutes sortes de solutions individuelles pour colmater les brèches. On nous vante les mérites de solutions de bricolage (trouver une nounou, demander à son nouveau partenaire de travailler à temps partiel, etc.), qui ne sont viables que pour les familles de la classe moyenne disposant de plus de temps, d'espace et d'argent. Nous devons développer nos propres solutions alternatives !

Si l'«amour romantique» ne dure pas et se termine généralement par une «rupture» qui détruit l'amitié ; si la famille se transforme en un dispositif de contrôle étouffant ; si nous sommes souvent obligés de partager des appartements avec des amis ou des inconnus ; si beaucoup de nos voisins ou de nos collègues de travail ont des problèmes similaires dans leur famille... alors nous pouvons considérer la «crise familiale» comme un problème général auquel nous sommes tous confrontés.

– L'une des principales lignes de démarcation au sein de la classe ouvrière se situe entre les hommes et les femmes. Tous les discours sur l'«amour romantique» sont voués à l'échec et finissent par nous transformer en individus obsédés par la volonté de contrôler autrui. Les hommes et les femmes doivent avant tout apprendre à devenir amis, à se traiter en égaux. Nous – en particulier les hommes – devons également apprendre à confier aux autres nos problèmes émotionnels. Les collègues masculins

⁸ La «taxe sur la chambre à coucher supplémentaire» (également connue sous le nom de «taxe de sous-occupation» ou «taxe sur la chambre d'amis») est une disposition répressive qui permet de réduire votre allocation logement si vous vivez dans un logement social, ou associatif, qui dispose d'une ou de plusieurs chambres non occupées (NdT).

prétendent souvent que «tout baigne», qu'ils sont solides comme un roc, alors qu'à la maison, ils noient leur chagrin dans l'alcool ou s'en prennent aux membres de leur famille.

– Un autre indicateur de la crise de la famille est l'essor de la «communauté» : les individus recherchent un soutien matériel et émotionnel dans les groupes religieux, les organisations nationalistes, etc. La plupart de ces communautés sont fondées sur des hiérarchies claires : vous n'obtiendrez de soutien que si vous acceptez de travailler pour leurs dirigeants. Si vous n'obéissez pas à leurs règles, vous serez puni ou expulsé.

Ce n'est pas une solution pour des travailleurs et des travailleuses en quête de liberté !

– Si vous partagez un appartement et que vous constatez de la violence domestique ou de la maltraitance, si votre collègue vous parle des problèmes qu'il ou elle subit à la maison, impliquez-vous ! Certes, c'est plus facile à dire qu'à faire, mais nous, les exploités et les opprimés, nous devons apprendre à nous faire confiance. Nous ne pouvons pas déléguer nos problèmes à quelqu'un d'autre.

– Ici, dans l'ouest de Londres, nous vivons souvent en colocation. De nombreux ouvriers arnaquent d'autres ouvriers en gagnant de l'argent supplémentaire grâce à la sous-location. Ils en tirent 30 ou 40 euros supplémentaires par mois, mais les relations entre colocataires sont gâchées. Ceux qui «paient davantage» traiteront les autres comme ceux qui «doivent contribuer ou faire plus». Faites vos comptes et organisez ensemble les tâches ménagères !

– La seule solution alternative à la famille et aux «communautés» répressives, ce sont les cercles d'amitié plus larges où nous pouvons nous soutenir mutuellement et partager les tâches quotidiennes de la maison et des soins sur un pied d'égalité. Les amitiés ont besoin de temps et d'espace, nous devons nous battre sur ces deux fronts : pour des loyers moins élevés ; pour diminuer le temps passé au travail (à commencer par le refus de faire des heures supplémentaires) ; pour organiser plus d'espaces communs afin de se rencontrer, cuisiner, manger, être joyeux ! S'inscrire dans un réseau de solidarité peut être un premier pas.

– Lorsque nous, les travailleuses, nous unissons contre les pressions et le harcèlement au travail, cela nous donne la possibilité de parler d'autres sujets, notamment de ce qui se passe dans notre vie de famille. Nous devons rompre l'isolement lié à des notions comme l'«honneur», la «pudeur» et l'intimité familiale. Nous devons utiliser notre solidarité au travail pour commencer à organiser la résistance contre d'autres éléments qui nous touchent en tant que prolétaires, par exemple les fermetures des centres d'accueil pour les enfants ou des bibliothèques.

– À long terme, nous devons nous battre pour une société où les soins et autres tâches «domestiques» seraient partagés par 200 personnes, plutôt que par deux, et où nous ne serions pas réduites à l'ennui des tâches quotidiennes répétitives comme le nettoyage, les changements des couches et l'hygiène des bébés, etc.

Cinq histoires de femmes travailleuses dans l'Ouest de Londres

Ces femmes forment un échantillon des gens que nous avons rencontrés dans notre coin de banlieue – une zone suburbaine où habitent de nombreux travailleurs immigrés, anciens et récents, qui s'éreintent au travail comme chez eux et sont en première ligne des politiques d'austérité et du Brexit, mais qui vivent dans une obscurité relative. Les colonnes des journaux sont remplies d'histoires de profiteurs, de voleurs, d'assassins et de commerçants escrocs dont on nous raconte qu'ils saignent à blanc ce pays. Mais ceux qui font marcher l'économie – ceux qui effectuent les boulots mal payés et la plus grande partie du travail d'aide à la personne – se voient rarement accorder un espace pour exprimer leurs propres expériences, besoins et désirs.

Ces dernières années, nous avons vu une avalanche de campagnes et de révélations concernant les violences et le harcèlement dont les femmes sont victimes. La popularité du hashtag #MeToo sur les réseaux sociaux, suite aux accusations de viol contre Harvey Weinstein, l'un des derniers d'une longue série d'individus célèbres dénoncés comme des violeurs. Elle a révélé l'omniprésence du sexisme et du harcèlement quotidien. Plus récemment, après des révélations sur la collusion d'institutions publiques avec des cercles pédophiles, les médias ont évoqué les abus sexuels sur des jeunes femmes et jeunes filles commis par certains membres d'associations humanitaires. Toutes ces affaires sont vues comme des «scandales» – de même que les révélations sur l'exploitation au travail, comme l'ont montré les commentaires journalistiques sur les «conditions de travail victoriennes» que subissent les travailleurs d'Amazon et de Sports Direct. Mais cette insistance sur les «scandales» – de préférence avec un méchant bien identifiable, comme Harvey Weinstein, Bing Crosby, Jimmy Saville⁹ ou des «musulmans» – laisse dans l'ombre l'oppression quotidienne et structurelle des femmes prolétaires.

Après la crise financière de 2008, les femmes de la classe ouvrière ont été prises en étau entre les coupes dans les aides sociales et la pression de plus en plus grande pour travailler, d'un côté, et la réaction conservatrice qui promeut les valeurs familiales, de l'autre. L'objectif est de valoriser la famille comme un havre de sécurité en ces temps d'austérité, de privations et d'incertitudes masculines. Pourtant, il est impossible de faire les deux – rapporter un salaire supplémentaire et créer un havre familial – et ces pressions contradictoires transforment la famille en un lieu de tensions qui peuvent facilement déboucher sur la violence.

Nous devons donc regarder en face la contradiction fondamentale du triple fardeau que les femmes continuent à porter (le travail salarié, le travail émotionnel et la violence masculine) dans une période de prétendue égalité. Il est vital d'adopter une perspective féministe pour comprendre et affronter une situation qui se dégrade sur le marché du travail – en termes de droits, de salaires réels, de précarisation et de diminution brutale du salaire social. Nous ne pouvons plus nous accrocher aux vieux modèles d'organisation centrés sur les «leaders naturels» et nous limiter strictement aux problèmes sur les lieux de travail, car ils relèguent par nature les femmes dans les marges. Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin d'une action de classe qui s'enracine dans les expériences de vie de la classe ouvrière. Il est choquant de voir combien la gauche actuelle se préoccupe peu de ces questions. Si nos activités politiques ne partent pas de cette réalité, les professionnels de la parole continueront à blablater à notre place. Au Royaume-Uni, certaines franges du mouvement féministe abordent ces questions, comme celles qui soutiennent les détenues des centres de rétention¹⁰. Mais une grande partie du mouvement s'est enfermée dans un débat en vase clos qui touche rarement les vies des femmes qu'il prétend placer au centre de ses préoccupations. Un féminisme qui se focalise en grande partie sur le «choix» – quand il s'agit par exemple de l'avortement, du travail sexuel ou de «l'identité de genre» – oublie souvent de

⁹ Harvey Weinstein (1952-) : producteur de cinéma américain condamné à 23 ans de prison pour plusieurs viols. Bill Cosby (1937-) : producteur, scénariste, réalisateur afro-américain, condamné à une peine de prison de 3 à 10 ans pour l'un des viols qu'il a commis. Jimmy Saville (1926-2011) : DJ et présentateur de télévision britannique accusé, après sa mort, de centaines d'agressions sexuelles pendant une soixantaine d'années (*NdT*).

¹⁰ <https://detainedvoices.com/tag/yarls-wood/>

considérer les forces matérielles qui s'exercent sur les femmes prolétaires et font bien souvent de ces «choix» un privilège.

Les femmes que nous avons interrogées portent tout le poids du sexisme sur les lieux de travail, du racisme dans le contrôle des frontières et d'un système d'aide social de plus en plus punitif. Elles ont peu de chances que les médias ou les organisations féministes se fassent l'écho de leurs expériences. Notre but n'est pas de faire pleurer dans les chaumières ; nous voulons au contraire que notre travail politique puise dans ces expériences afin de construire des organisations de classe qui affrontent les problèmes des femmes prolétaires. Nous essayons d'y contribuer par l'intermédiaire de nos bulletins d'usine, des permanences de notre réseau de solidarité et de notre journal, *WorkersWildWest*.

Ces interviews illustrent la complexité et la richesse des expériences vécues par les femmes dans un contexte d'expansion et de crise du capitalisme. C'est de là que nous devons partir.

1. Hanna

Depuis 2004, de nombreux Européens de l'Est sont venus travailler au Royaume-Uni – pour gagner voire économiser un peu d'argent, peut-être apprendre l'anglais, et tirer profit des possibilités qui s'offrent à eux. Bien souvent, dans les médias, ils sont soit diabolisés soit considérés comme des victimes du système, prêts à accepter n'importe quel salaire et n'importe quelles conditions de travail. Mais nous entendons rarement leur propre voix. Comme de nombreux migrants européens, Hanna est surqualifiée pour le travail qu'elle fait ici. Comme beaucoup, elle a travaillé dans d'autres pays d'Europe avant d'arriver en Angleterre. Cette mobilité est une forme de pouvoir : si cela ne se passe pas bien au travail, vous allez voir ailleurs – et c'est d'autant plus facile si vous résidez en Angleterre depuis quelque temps, avez quelques amis et parlez un peu anglais. Mais les bas salaires et les mauvaises conditions de travail sont endémiques dans les secteurs subalternes du marché du travail, et changer de boulot n'améliorera sans doute pas beaucoup la situation.

Je suis née en Hongrie en 1989. Avec mes parents, j'habitais dans une petite ville du nom de Lecksemét. Après le lycée, mes parents m'ont poussée à aller à l'université. J'ai réussi l'examen d'entrée mais mes résultats n'étaient pas assez bons pour obtenir une bourse. Il m'a donc fallu payer plus de 1300 euros pour les frais d'inscription.

Je suis partie pour Budapest où j'ai étudié le tourisme et la restauration pendant un an. Mes parents m'entretenaient, mais cela me mettait mal à l'aise. J'ai pris un boulot à temps partiel dans un supermarché Tesco. Je travaillais la nuit. Je mettais en rayon les vêtements, ce genre de choses. Au bout d'un an, je voulais arrêter l'université mais mes parents souhaitaient que je continue. Je me suis inscrite à une formation sur la finance. C'était assez mathématique, ce qui ne me gênait pas, mais très ennuyeux. En même temps, j'ai trouvé un boulot de femme de chambre dans un hôtel cinq étoiles. J'aimais ce travail, mais je gagnais à peine 310 euros par mois. Bien sûr, en Hongrie les loyers sont moins élevés qu'à Londres, mais la nourriture par exemple est tout aussi chère. Pendant mon séjour à Budapest, j'habitais dans un grand foyer privé. Nous étions quatre filles par chambre. Les douches étaient au bout du couloir. Cela me coûtait 100 euros par mois. Au bout d'un moment, le foyer a fermé. J'ai été hébergée quelque temps dans la famille d'un ex-copain, mais ils étaient tellement pauvres que je me sentais gênée de «squatter» chez eux.

Finalement, j'ai décidé d'abandonner l'université et de trouver un travail. Avec une amie, nous nous sommes inscrites en 2011 dans une agence d'intérim, Otto Workforce. Après un entretien en anglais à Budapest, on nous a envoyées aux Pays-Bas. On travaillait dans un entrepôt à côté de Oss, une agglomération de 108 000 habitants dans le Brabant septentrional, avec une dizaine de zones industrielles. Je devais déchiffrer les commandes numériques ou imprimées, chercher les articles dans les rayons et les placer dans les boîtes ou les conteneurs de chargement appropriés pour les préparateurs de commandes. Tous les intérimaires étaient logés dans des bungalows. Cela nous coûtait environ 60 euros par semaine. L'agence d'intérim venait nous chercher en voiture le matin et nous raccompagnait le soir. On apprenait seulement le matin même si on avait du travail pour la journée. Parmi nous, beaucoup venaient d'Europe de l'Est. Au début, tout se passait bien, mais au bout d'un moment un Polonais est devenu chef et il ne donnait de travail qu'à ses compatriotes. Avec mon amie, nous avons demandé qu'on nous trouve un autre travail. Nous avons travaillé dans une chambre froide pendant un temps.

Puis ils nous ont envoyées dans la région de Düsseldorf. Nous étions logés dans les dortoirs d'une ancienne base militaire. Les travailleurs venaient de Pologne, de Roumanie, de Hongrie, de Slovaquie, de Slovénie, de République tchèque... Il n'y avait pas assez de boulot pour tout le monde – nous ne gagnions même pas suffisamment pour payer l'hébergement. D'ailleurs, c'est toujours plus difficile pour les femmes, car certains travaux ne sont attribués qu'aux hommes. Au bout d'un moment, mon amie et moi avons décidé de rentrer en Hongrie.

A l'été 2012, une collègue de ma mère qui bossait dans un salon de manucure-pédicure à Chypre m'a offert un travail. Je suis partie pour Chypre et j'ai appris le métier. J'étais payée 850 euros par mois et travaillais cinq jours par semaine. J'habitais avec la collègue de ma mère. Je payais 225 euros de loyer. J'aimais bien ce travail, mais me sentais isolée. J'ai essayé d'apprendre un peu de grec, mais je n'étais pas très motivée car je ne voulais pas vraiment rester. Je ne pouvais même pas aller au bord de la mer car nous étions au centre de l'île et on n'avait pratiquement pas de transports en commun. Il y avait bien des arrêts de bus, mais on ne savait jamais si un bus passerait, à quelle heure, ni quelle serait sa destination... La collègue de ma mère n'était pas sympa du tout. Elle me faisait payer un tas de choses et

ne contribuait jamais aux frais communs. L'isolation thermique de la maison où nous habitons était insuffisante – quand l'hiver est arrivé, j'ai eu vraiment très froid. Ma mère est venue me rendre visite à Noël. Quand elle a vu la situation, elle m'a convaincue de rentrer en Hongrie avec elle.

Je suis fille unique, mais j'ai de nombreux cousins. Beaucoup de mes amis et cousins ont quitté la Hongrie. Parmi ceux qui sont restés, deux travaillent dans une usine Mercedes, l'un comme mécanicien et l'autre comme soudeur. Les salaires sont un peu plus élevés car ce sont des postes qualifiés. Mais c'est plus difficile pour les femmes parce que, dans ce genre d'usines, on ne leur proposera que le travail à la chaîne. Un de mes cousines travaille comme réceptionniste, 60 heures par semaine, mais elle n'est payée que 4,5 euros de l'heure – et ce n'est pas le salaire horaire le plus bas. Je crois que le salaire minimum tourne autour de 270 euros en Hongrie¹¹.

En 2013, j'ai décidé de venir au Royaume-Uni. Ma cousine était tombée amoureuse d'un gars d'Azerbaïdjan qui vivait depuis longtemps au Royaume-Uni et avait un passeport britannique. Il nous a déniché une chambre à Brentwood, qui était très grande mais je devais payer 230 euros par mois. J'ai trouvé un boulot comme femme de chambre dans un hôtel et j'aimais ce travail. Tous mes collègues étaient britanniques et très gentils avec moi. Quand je suis partie, ils m'ont fait plein de cadeaux et j'ai pleuré.

En janvier 2014, ma cousine est repartie en Hongrie, parce qu'elle avait rompu avec son petit ami ici et en avait trouvé un autre par Internet mais qui vivait en Hongrie. Comme je ne pouvais pas payer ma chambre toute seule, j'ai loué un cagibi pour 70 euros par semaine près de Bank Station. Les colocataires étaient sympas. Ils venaient d'Italie, d'Espagne et de Roumanie. J'ai postulé pour un travail à l'hôtel Hilton mais j'ai eu un mauvais pressentiment et n'ai pas pris le poste.

Au même moment, l'agence d'intérim Omni m'a proposé un poste de femme de chambre à l'hôtel Park Plaza – qui est, je crois, le deuxième plus grand hôtel de Londres. C'était un travail à temps plein, mais j'étais payée par l'agence d'intérim (donc toujours au salaire minimum). Je travaillais de 8 heures du matin à 16h30 avec une pause d'une demi-heure non payée – au moins, ils nous donnaient de quoi manger. Par contre, si nous n'arrivions pas à terminer le nettoyage des chambres, nous devions effectuer des heures supplémentaires non payées. Cela arrivait souvent et je trouvais ça injuste. Cependant je ne regrette pas d'avoir travaillé dans cet hôtel car j'y ai rencontré ma meilleure amie, une Hongroise. J'avais aussi beaucoup de collègues roumaines.

Au bout de quelques mois, j'ai décidé de chercher un boulot où je n'aurais pas à travailler les week-ends. Je me suis inscrite dans une autre agence d'intérim qui m'a envoyée dans une fabrique de chocolats à Park Royal [une importante zone industrielle de l'Ouest de Londres]. Cette usine faisait bosser peut-être une centaine de travailleurs, sans compter les intérimaires. J'ai rencontré ma deuxième meilleure amie dans cette boîte. Le personnel ne comptait pas beaucoup de Britanniques, mais beaucoup de Polonais, de Litvaniens et de Roumains. On m'a mise à la production. Je travaillais six jours par semaine, de 14 heures à 23 heures. J'étais encore payée au salaire minimum (à l'époque, il était de 7 euros de l'heure).

Cela ne me plaisait pas de travailler six jours par semaine car je payais trop d'impôts pour que ça en vaille la peine. Je me suis plainte auprès de la responsable de la production. Je croyais qu'elle allait me virer mais au contraire elle m'a proposé un contrat. Le salaire horaire était de 7,32 euros pour commencer mais il est monté à 9,62 euros au bout de six mois. C'était en février 2015. J'avais beaucoup de responsabilités. Le matin, je devais organiser le travail de toute la journée – l'ordre dans lequel on traiterait les différentes commandes, etc. Il y avait de nombreux facteurs à prendre en compte. Par exemple, il ne fallait pas traiter une commande à base de chocolat noir avant une commande à base de chocolat blanc, car le chocolat noir est plus difficile à nettoyer et risque de contaminer le chocolat blanc. J'organisais le travail avec beaucoup de soin, mais le chef de l'emballage bouleversait toujours tous mes plans, c'était très énervant.

J'adorais ce travail et je m'y consacrais entièrement. Il m'est même arrivé d'acheter quelques trucs moi-même pour améliorer le travail. Par exemple, un jour j'ai acheté une sorte de fourchette que nous utilisions pour dessiner à chaud sur le chocolat – celles que nous avons à l'usine n'étaient pas de bonne qualité. Une autre fois, j'ai acheté des biscuits amaretto chez Tesco parce que j'étais sûre que la responsable de la production allait oublier de les acheter et nous en avons besoin pour décorer des chocolats pour une commande importante. Je connaissais tout dans cette usine. Je testais les différents

¹¹ En 2019 le salaire minimum en Hongrie a atteint 464 euros (NdT).

types de chocolats. J'ai même pensé durant un temps devenir «chocolatière». Mais la responsable de la production, une femme allemande que nous appelions «Hitler», était vraiment horrible. A cause d'elle, je pleurais pratiquement tous les jours après le travail. En février 2016, j'ai décidé de partir, mais je regrette encore ce boulot. Avant de quitter l'usine, j'ai formé mon amie. Maintenant elle occupe un poste juste en-dessous de la responsable de production. Elle a beaucoup de responsabilités mais elle a dû se battre pour obtenir 10,70 euros de l'heure – et ce n'est encore pas assez. Le «chocolatier» est payé 13 euros de l'heure.

En octobre 2015, j'ai emménagé à Greenford avec mon copain. J'aime bien ce quartier. C'est pratique aussi, car l'aéroport d'Heathrow n'est pas loin. J'habite toujours à Greenford, mais je ne suis plus avec mon copain. La vie n'était pas facile parce que je travaillais le jour et qu'il bossait la nuit. Au bout d'un moment, il a pété un plomb. Ce n'était pas seulement le travail de nuit, mais aussi les drogues, il s'est effondré.

Après la chocolaterie, je me suis inscrite de nouveau dans plusieurs agences d'intérim. On m'a envoyée dans un entrepôt de pièces détachées de voiture à Feltham. C'était facile, mais ennuyeux. J'ai ensuite travaillé dans un entrepôt de Mash Direct¹² dans le secteur de la distribution alimentaire à Park Royal. Je travaillais dans la zone froide à 5° C. Nous devions répartir des tiges d'ail frais dans de petits sacs. C'était un peu écœurant car il y avait beaucoup d'escargots... Nous emballions aussi toutes sortes de fleurs, de feuilles, etc., pour les restaurants chics de Londres. Je me demande comment on peut manger ça !

Après ce travail chez Mash, j'ai trouvé un boulot grâce à une ex-collègue hongroise de la chocolaterie qui était maintenant aide à domicile et s'occupait de trois femmes handicapées. J'étais censée m'occuper d'une femme handicapée. Je devais passer 24 heures chez elle, deux ou trois jours par semaine. Quand j'étais sur place, je devais me lever à 4h30 du matin, m'occuper de ses quatre chiens, faire la lessive de son fils de dix-neuf ans, etc. – un tas de trucs qui n'avaient rien à voir avec le fait d'aider cette dame. Je pense qu'il faut être soumise pour faire ce genre de boulot. Cela ne me plaisait pas. Je suis restée seulement un mois. Je n'étais pas déclarée.

Une copine à moi a alors décidé de monter un petit commerce : elle fabriquait et vendait des gâteaux traditionnels hongrois, les «gâteaux-cheminées¹³», sur un marché de Stratford. J'ai décidé de l'aider. Nous avons travaillé du lundi au vendredi jusqu'à Noël 2016, quand ma copine a décidé d'arrêter. Ce n'était pas facile de gagner de l'argent et il commençait à faire vraiment froid sur le marché.

En 2017, j'ai trouvé un travail d'emballuse sur le site Indeed. J'avais un contrat mais je ne gagnais que 7,8 euros par heure – le salaire minimum à ce moment-là. Je travaillais pour une compagnie pharmaceutique à Park Royal, près de l'agence d'intérim Response. En fait, on ne nous demandait pas seulement d'emballer des articles : nous devions faire fonctionner un grand nombre de machines différentes et étudier toutes les règles de sécurité (ils craignaient qu'un inspecteur du travail ne se rende compte que nous n'étions pas formées pour utiliser ces machines). Il y avait trois contremaîtres : un Polonais, un Britannique et un Indien. Ils étaient sympas. On sortait parfois avec eux – on allait dans un pub, ce genre de trucs.

Mais je n'aimais pas le travail. Je me sentais très seule parce que je devais rester à côté d'une machine pendant des heures. Nous devions apprendre énormément de choses, mais nous étions très mal payés. Cela me semblait injuste. Ce qui me paraissait étrange aussi, c'est qu'ils n'arrêtaient pas de changer leurs plans. L'organisation était bizarre. Je savais que la même usine avait été exploitée auparavant par une autre compagnie qui avait été forcée de la fermer après une inspection. Ce qui me tracassait c'est que la nouvelle société semblait avoir des liens étroits avec l'ancienne. Tout cela me paraissait louche. Quoi qu'il en soit, au bout de quelques mois, j'ai décidé de partir – et, peu de temps après, tous ceux qui travaillaient à la production se sont fait virer ! Du personnel est toujours présent dans les bureaux, mais je ne comprends pas ce qu'ils fabriquent.

¹² Entreprise familiale depuis les années 1880, ses patrons jouent à fond sur l'idée qu'ils cuisinent des produits venant directement de leurs fermes en Irlande du Nord. D'après leur site, ils emploient directement plus de 150 salariés (*NdT*).

¹³ En hongrois *kürtőskalács*. Biscuit cylindrique et creux avec différents parfums : cannelle, coco, praliné, noisette, etc. (*NdT*).

Maintenant j'ai trouvé un travail de femme de ménage près d'Oxford Circus. Ce travail me convient parce que je suis détendue quand je travaille. Pour moi, c'est bon signe quand je ne suis pas stressée avant de partir au boulot.

Je ne veux pas rentrer en Hongrie. Bien sûr, ma famille me manque un peu, mais je ne pourrais pas vivre comme eux. Mes parents vivent dans un petit appartement, dans ma ville natale. Je ne pourrais pas habiter chez eux. Mes amis là-bas ne peuvent jamais mettre d'argent de côté. Ils n'ont même pas d'argent pour sortir. La seule chose qu'ils font, c'est de prendre une cuite chaque week-end... J'ai une amie qui travaille dans une imprimerie pour 2,20 euros de l'heure. Une autre travaille au service clients d'un magasin de bricolage. Elle bosse parfois 18 heures par jour. Le copain d'une cousine a un très bon boulot, il est concepteur de sites internet. Mais j'ai appris dernièrement que la boîte ne lui payait pas son salaire... En Hongrie, on ne peut pas se permettre de voyager plus d'une fois par an, et encore dans un pays proche comme la Croatie ou la Bulgarie, peut-être la Turquie. L'année dernière, au mois d'août, je suis allée à Ibiza – je n'aurais jamais pu faire ça si je travaillais en Hongrie. J'ai aussi une vie plus saine ici. Par exemple, le lait d'avoine que j'aime boire vaut une livre ici mais il en coûte deux en Hongrie. Ici je peux aller dans une salle de sports – en Hongrie, je ne pourrais pas me le permettre.

Pour toutes ces raisons, je veux rester ici. Bien sûr avec le Brexit, on ignore ce qui va se passer mais je n'ai pas peur. Je travaille ici depuis cinq ans et j'ai un contrat de travail. Je ne pense pas qu'ils vont me mettre à la porte. Et au pire je trouverai du boulot dans un autre pays. En tout cas je ne veux pas rentrer en Hongrie. Mais ce n'est pas facile quand on est toute seule – il faut être solide.

2. Ramona

Les femmes de la classe ouvrière se trouvent au centre d'une contradiction : la pression générale exercée sur les travailleurs signifie que la «famille» devient de plus en plus instable et ne fonctionne souvent pas comme une structure qui assure des soins ; dans le même temps, l'État pousse de plus en plus vers la sphère «privée» et non rémunérée des soins qui étaient autrefois rémunérés et dépendaient des institutions publiques. Les femmes de la classe ouvrière prennent le relais. C'est à nous de construire des structures indépendantes et de réclamer des espaces et des ressources qui nous permettent de nous occuper les uns des autres. Une partie de l'esprit rebelle et du sens collectif nécessaires pour y parvenir fermentent peut-être sous la surface dans diverses «organisations caritatives» qui se préoccupent de la classe ouvrière, ou dans le secteur du «bénévolat». Nous devons résister à l'intention de l'État de sous-traiter à bon marché la «crise des soins» au secteur caritatif en reliant les structures collectives du travail (bénévole) des aidants à l'organisation générale de la classe ouvrière et à son autodéfense. Dans l'ouest de Londres, nous avons rencontré des travailleurs et travailleuses formidables qui font du bénévolat dans le secteur des soins – voici l'histoire de l'une d'entre elles.

Je suis née à Paddington, à l'ouest de Londres, et ai grandi à Kilburn, au nord-ouest du Grand Londres. Ma mère a commencé à travailler à l'âge de treize ans. Appartenant à une famille nombreuse irlandaise, elle avait neuf sœurs et un frère. Elle a travaillé d'abord dans un centre de détention pour mineurs. Puis elle a été aide à domicile. C'était un travail très différent alors. L'aide à domicile restait toute la journée et nettoyait le logement des personnes concernées. Quand on était petits, elle nous emmenait avec elle, on restait assis sur le canapé. Elle nettoyait, faisait les courses, tout. Les services sociaux supervisaient les tâches et c'était bien organisé. Les aides à domicile ne restaient pas seulement une misérable petite heure chez les gens, comme aujourd'hui – «N'oubliez pas de prendre votre médicament et au revoir.» Ma mère s'occupait d'une personne qui avait des troubles neuro-dégénératifs qui affectent les muscles du corps. Quand elle rentrait de vacances, si elle voyait que la personne avait des bleus, elle bousculait les employés des services sociaux pour en connaître la cause et savoir si le patient avait été correctement traité.

J'ai d'abord vécu avec mes parents, mais ensuite ils se sont séparés. Alors j'ai déménagé avec mon père à Shepherd's Bush, à l'ouest de Londres. A cinq ans, j'ai été vivre chez ma nourrice, parce que mon père travaillait et nous n'avions pas de relations avec ma mère. Quand j'ai eu onze ans, mon père s'est remarié. J'ai vécu avec lui et sa nouvelle femme à Willesden, dans la région de Harlesden, au nord-ouest de Londres. C'était dans les années 80. J'ai suivi ma scolarité au lycée de 1981 à 1986. Quand mon père a commencé à se disputer avec sa seconde femme, je suis allée vivre chez ma mère. J'ai choisi une filière d'enseignement technique pour apprendre la plomberie et l'électricité. Ils enseignaient aussi la mécanique automobile. J'ai fini par choisir le travail de bureau, mais j'aimais bien la plomberie et l'électricité, je peux faire ce genre de travaux.

Dès que j'ai pu, j'ai fait des petits boulots. Même quand j'étais au lycée, je travaillais. Je distribuais les journaux, les bouteilles de lait, etc., aux particuliers. J'essayais de gagner un peu de sous pour moi. Ce n'était pas très facile avec ma mère. Mon frère s'est placé lui-même dans une institution spécialisée. A dix-sept ans, il est entré dans l'armée et, pour s'éloigner de ma mère, il est parti en Irlande. Après l'armée, il a monté une boîte de construction, de peinture et de décoration – mais il a été victime d'une trop grande concurrence. Il essaie maintenant de devenir chauffeur de taxi.

Je me suis mariée à dix-huit ans, là aussi surtout pour échapper à ma mère. Mon mari avait douze ans de plus que moi, il était égyptien. Son anglais n'était pas très bon, mais on s'entendait bien. Je lui ai appris à jurer en anglais. Je lui ai trouvé un boulot à la mairie. Il m'a aussi appris des gros mots en arabe.

Je sais comment une femme musulmane doit se comporter, je ne montre pas mon corps en public. Je lui ai fait manger du bacon, mais pas quand la famille était là...

Nous avons eu un enfant qui est né avec une lésion cérébrale – son cerveau n’avait pas reçu assez d’oxygène. Je me suis occupée de lui. Il a vécu quatre ans et demi. Il avait une paralysie cérébrale, des attaques. Il fallait le nourrir, le brancher sur une machine qui lui nettoyait les poumons. J’ai fait tout ça pendant quatre ans et demi, tandis que mon mari travaillait. Je m’occupais de notre enfant à la maison, mais de temps en temps une auxiliaire de vie venait chez nous pour que je puisse me reposer un peu. Il fallait le surveiller 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. La mairie de Hammersmith traitait les personnes handicapées à peu près correctement, alors que ça n’est pas le cas aujourd’hui avec la mairie d’Ealing.

Mon fils est mort en 1992. Mon mari et moi nous sommes séparés. Nous sommes amis maintenant, nous nous entendons mieux que lorsque nous étions mariés. Je suis aussi copine avec sa femme. Quand nous nous sommes séparés, je travaillais comme employée municipale dans un parc. J’ai rencontré quelqu’un d’autre, un homme originaire du Kenya. Nous nous sommes mariés, il est le père de mes deux autres enfants. L’un de mes fils est en deuxième année d’université dans le Kent. Il étudie la criminologie. A six ans, il a lu tous les romans que j’avais. Maintenant il a du mal à trouver du boulot. L’année dernière, il a dû travailler pour rassembler la caution pour un appartement. Il a été embauché dans un entrepôt à Greenford, en intérim. La plupart de ses amis travaillaient là aussi, parce qu’ils avaient besoin d’argent. La direction les harcelait. Elle savait qu’ils avaient besoin de ce job pendant les vacances. Mon fils a réussi à mettre de côté l’argent pour la caution et le premier mois de loyer.

Je m’occupe de mon autre fils. Il est autiste, il a été diagnostiqué à l’âge de cinq ans. Il allait dans une garderie pour les enfants ayant des besoins spécifiques, ici à Greenford. Au bout d’un moment, j’ai divorcé, je ne m’entendais plus avec mon mari. Il s’est remarié et les enfants ne le voient pratiquement pas. Je me suis occupée de mon fils autiste de façon continue depuis lors. Je recevais une allocation pour cela. Quand mon fiston a eu 21 ans, il a dû se soumettre à une nouvelle évaluation, parce que la DLA¹⁴ a été supprimée – maintenant tout le monde doit demander l’«allocation pour l’indépendance personnelle¹⁵».

Avec ce nouveau système, tous ceux qui ont des problèmes de santé mentale voient leur situation empirer. L’administration ne comprend pas les problèmes de santé mentale et les handicaps. Ceux qui vous évaluent ne sont pas de véritables médecins, de mon point de vue. Ils ne lui ont donné que quatre points, ce qui signifie que mon fils peut se déplacer tout seul – mais ce n’est pas le cas. Il a été expulsé du système de la DLA et maintenant il touche seulement l’«allocation d’emploi et de soutien» (*employment and support allowance*, ESA) réservée aux personnes qui se retrouvent dans l’impossibilité de travailler à cause de leurs problèmes de santé.

J’ai été obligée de m’inscrire comme demandeuse d’emploi. Il faut que je cherche du travail, alors que mon fils est sur une pente descendante. J’ai appelé les Samaritains¹⁶ cinq fois. Tous nos problèmes ont été négligés. Si vous n’avez pas le diagnostic adéquat, l’étiquette appropriée, vous êtes laissé à vous-même et personne ne vous aide.

Avec les services sociaux, je me cogne la tête contre un mur. Ils ont prescrit à mon fils des antidépresseurs, mais cela ne l’aidait pas. Il commence seulement maintenant à voir l’équipe qui s’occupe des problèmes de santé mentale. Tu as de longues listes d’attente pour les rendez-vous à l’hôpital, ça fait maintenant un an qu’il attend un rendez-vous pour un diagnostic. D’autres mairies ont de meilleurs services de proximité, avec des activités pour les personnes handicapées. Mais, sans

¹⁴ *Disabled living allowance*, «allocation handicapé» (NdT).

¹⁵ *Personal independence payment*, PIP (NdT).

¹⁶ Organisation caritative, non religieuse malgré son nom, créée en 1955. Elle regroupe 20 000 écoutants bénévoles à disposition 24 heures sur 24 (NdT).

diagnostic, on n'a pas accès à ces programmes.

Mon fils ne sort pas, il ne voit personne, il est complètement renfermé sur lui-même. Je m'occupe de tout. Il ne sort qu'une fois tous les quinze jours. Avant de quitter la maison, il ressasse indéfiniment la liste des choses qu'il veut acheter. C'est interminable. Il faut que je fasse en sorte qu'il se sente en sécurité. Je dois le stimuler pour qu'il fasse quelque chose. Tout doit être en ordre pour lui. Il est toujours stressé. Avec lui, je suis toujours sur les nerfs.

Ma sœur me file un coup de main. Elle habite à dix minutes de chez moi. Ma mère vient une fois par semaine, mais c'est plutôt moi qui l'aide. On lui a posé des prothèses aux genoux récemment, et j'ai dû beaucoup m'occuper d'elle dans sa maison. Je suis toujours là pour ma mère – même si elle ne s'est pas toujours bien comportée avec moi. Je suis aussi la marraine d'un jeune homme qui est dans un fauteuil roulant, le fils de mon amie. Elle a sept enfants et a divorcé récemment, parce son conjoint n'était pas vraiment sympa avec elle. Mon ex-mari m'aidait, jusqu'à ce qu'il devienne alcoolique. C'est là que j'ai laissé tomber. Aujourd'hui je pourrais lui tenir tête et lui balancer une chaise sur la tête, mais avant j'étais une bonne pâte. Mon ami actuel a son propre logement, je le vois quand j'ai envie. Il ne me met pas la pression pour que je vienne le voir. Il sait que mes enfants passent avant tout le reste. Parfois nous sortons tous ensemble, il n'a pas de problème avec mes enfants, mais je ne veux pas d'homme chez moi. C'est ma maison, et là que vivent mes enfants. Je ne l'invite pas chez moi. Je vais chez lui.

Ma sortie c'est d'aller voir Community Care, pour faire un break. Cette association caritative repose sur des bénévoles. Elle aide les gens qui ont plus de soixante ans. On s'occupe des problèmes de logement, avec l'aide d'un réseau d'associations bénévoles, le Citizen Advice Bureau ; on organise des voyages en été ; il y a des cours de yoga – tout est gratuit. Ce n'est pas comme d'autres associations caritatives à Ealing, qui demandent de l'argent. Je donne un coup de main. Je fais le thé, j'organise le bingo, je vais dans les différents centres communautaires d'Ealing – on a des activités tous les jours dans différentes parties de la commune. L'aide que je fournis à la maison et à Community Care sont différentes. A Community Care, je rencontre des personnes de toutes sortes, des adultes. Ce n'est pas comme lorsque je suis à la maison avec mon fils et qu'il me questionne indéfiniment, en boucle. Là-bas, je peux plaisanter, rire un peu et me sentir normale. Chez moi, je dirais que la vie n'est pas normale. Je suis sur les nerfs, je ne sais jamais ce que mon fils va inventer. Mais là-bas, je peux faire le thé pour les autres, jouer au bingo ou au scrabble. Pendant une journée, je suis un être humain.

Je m'occupe également d'un vieux monsieur, il a soixante-quinze ans. Il venait à Community Care, mais il a eu de gros problèmes de santé. Durant la période de Noël, je l'ai trouvé sur le sol de son appartement, il avait une pneumonie. Je le voyais par la fenêtre mais ne pouvais pas entrer et j'ai paniqué. Heureusement, les voisins avaient une clé. J'ai appelé une ambulance. Ses enfants habitent trop loin. Je m'occupe de ses médicaments maintenant, je l'emmène à ses rendez-vous à l'hôpital. Il refuse toutes les autres aides à domicile. Je l'aide à tenir sa maison propre. Je lui fais ses courses. Je lui ai demandé de m'appeler tous les jours. Il est têtue, mais maintenant il m'écoute un peu. Je plaisante avec lui. Il y a trop de paperasse à remplir, il ne s'y retrouve pas, avec l'hôpital et tout le reste.

Mais on lui a mis dans la tête un tas d'idées à propos des étrangers. Du racisme. Je ne suis pas raciste, ma sœur est métis, son père est Jamaïcain. Quand je l'emménais au parc, on me traitait de tous les noms. C'était dans les années 80-90. Cela arrive encore aujourd'hui. Mes enfants aussi sont métis et musulmans. Je ne suis pas croyante, mais si je suis invitée chez des gens, je prie avec eux. Avec mes enfants, j'ai bien vu comment on me regarde. C'est pire quand on va vers le Nord. On est traitée de... je ne peux pas le répéter, c'est trop grossier... d' « esclave des Noirs ». Nous sommes considérées comme de la merde. Et l'extrême-droite en Europe de l'Est, cela n'existait pas. Le vieux monsieur dont je m'occupe pense que « Tout le monde devrait retourner dans son pays. » Parfois, je me dis que je n'ai pas envie d'entendre ça et de continuer à m'occuper de lui. Il aime bien Ali, un Somalien qui travaille pour Community Care. Il l'appelle Ali Baba...

Community Care dépend de l'argent de la mairie. C'est vraiment ridicule, pourquoi doit-on mendier ce genre de choses ? Avant, la municipalité s'occupait des soins à domicile, mais elle sous-traite ces services et les aides à domicile ne passent plus qu'une heure par jour chez les gens. Ils n'ont pas le temps de s'occuper de leurs besoins. C'est pour ça que je ne voudrais jamais travailler dans une maison de retraite. Cela me rendrait dingue de voir des aides-soignants maltraiter des résidents.

Si on pouvait échanger les pensionnaires des maisons de retraite et les détenus, on verrait qui est le mieux traité. Les prisons ont une salle de sport, des ordinateurs, des formations, des médecins. Mais dans les maisons de retraite... Et les pensionnaires doivent payer des milliers de livres par mois. On prend plus de soin des détenus. Tous les pédophiles devraient être pendus. Si les détenus peuvent changer complètement de vie en prison, tant mieux pour eux mais ce sont les contribuables qui paient. C'est la même chose dans les hôpitaux, les infirmières sont débordées. Avant, il y avait des surveillantes, les choses étaient faites correctement. Maintenant ils veulent fermer des hôpitaux de quartier, comme celui de Charing Cross, et les privatiser. Les services sont bouleversés et les listes d'attente s'allongent.

J'étais demandeuse d'emploi, maintenant je touche l'ESA, l'«allocation d'emploi et de soutien». Donc j'ai aussi mes problèmes. Je dois veiller sur mon fils. Le Job Centre (centre local d'emploi) me pousse à être aide à domicile, mais je ne veux pas, je veux être bénévole. Je dois aller pointer au Job Centre alors qu'il y a tout ce stress chez moi. La façon dont ils vous regardent au guichet, c'est humiliant. Ils sont malpolis. Je dois aller jusqu'à West Ealing maintenant, parce que le centre d'emploi de Southall a fermé. Tout est sens-dessus-dessous. Mon docteur dit que j'ai besoin d'une pause, simplement le bénévolat et m'occuper de mon fils.

J'ai trouvé un boulot dans un hôtel de Greenford. J'avais quarante minutes pour nettoyer dix toilettes et les toilettes pour handicapés. C'était du travail de nuit, payé 8,32 euros de l'heure. On était seulement deux, et c'était vraiment grand. On nettoyait du sang, de la merde. J'ai été virée parce qu'un jour j'ai appelé pour dire que je devais rester m'occuper de mon fils qui était malade. J'ai bossé toute ma vie, sauf quand je m'occupais de mes enfants. J'ai travaillé pour British Airways, à la comptabilité. Ça me plaisait, mais trop de nos chefs et de nos cadres balançaient des ragots et des commérages les uns sur les autres. Ils se montaient le bourrichon tout seuls. J'aimais bien travailler dans le parc municipal. On y rencontre toute sorte de gens.

Mon ami actuel a un boulot du même genre, dans le recyclage, mais il est intérimaire. On l'envoie tantôt à Hounslow, tantôt à Hillingdon. Il pense qu'il est victime de discrimination, parce qu'il est noir. Je ne sais pas. Je ne peux pas dire. Il doit souvent attendre que l'agence d'intérim lui donne du boulot, d'autres ont la chance de conduire les bennes à ordures, lui il est derrière le camion. La paie est ridicule. A certains endroits c'est encore 8,32 euros de l'heure. Ça dépend si on on charge et décharge les poubelles, ou si on conduit.

J'ai dû aller me fournir dans les banques alimentaires, parce qu'ils nous diminuent toutes les aides sociales. Quand on a des loyers en retard, on ne s'en sort pas. Ça ne me démoralise pas de recevoir de la nourriture comme ça, mais le fait est qu'il y a de plus en plus de banques alimentaires. Ce gouvernement ne veut pas le voir. Ils ne savent pas ce qu'il y a au bout du tunnel. Theresa May, la Première Ministre, prétend qu'elle va diminuer les frais d'inscription à l'université mais elle ne fait rien. Jeremy Corbyn affirme que l'université sera gratuite. Mon fils aura une dette de 35 000 euros quand il terminera la fac en 2020. En Ecosse, l'université est gratuite. Et ici les étudiants étrangers ne paient rien¹⁷, pourquoi

¹⁷ Les frais d'inscription varient de 4 500 à 45 000 euros suivant les filières, les cycles et les universités mais la moyenne des frais tourne autour de 10 000 euros annuels. Il existe de nombreux types de bourses mais il est peu probable que **tous** les étudiants étrangers les touchent – surtout quand on sait que, selon *L'Express*, **ils rapportaient 13 milliards d'euros par an à l'Etat britannique en 2012**. En 2018, au Royaume Uni, il y avait 2,4 millions d'étudiants dont 458 000 étrangers (*NdT*).

devrions-nous payer ?

J'ai voté pour le Brexit mais je ne suis pas sûre. Je suis contente que des gens viennent dans ce pays – dans ma famille, il y a des Antillais, des Indiens, des Africains. Je m'entends avec tout le monde. Si les gens viennent ici pour travailler, qu'on les laisse bosser. Parce qu'il y a dans ce pays des paresseux qui ne veulent pas travailler – des Anglais – et je suis Anglaise – qui ne bougeront pas leurs fesses pour gagner 8,23 euros de l'heure. J'ai des amis qui viennent de Roumanie et de Pologne, ils ont trois ou quatre boulots. Ils essaient de faire quelque chose de leur vie. Je ne suis pas contre les demandeurs d'asile, mais si des soldats qui ont combattu pour ce pays se retrouvent dans la rue, alors les priorités ne sont pas les bonnes. Mais ils n'auraient jamais dû être envoyés en Irak ou en Afghanistan pour commencer.

Je suis une fan de l'équipe de foot de Liverpool. J'ai toujours été un peu garçon manqué. Je déteste les sacs à main. J'aime le football et la boxe, j'adore Tupac. J'aime les combats en cage et les voitures originales. Mais je m'occupe aussi des autres. Ce sont surtout des femmes qui sont bénévoles à Community Care. Il n'y a pas beaucoup d'hommes, je trouve ça bizarre. Peut-être les hommes considèrent-ils que le bénévolat n'est pas sérieux. Ils ne sont pas éduqués pour s'occuper des autres, ça n'est pas dans leur profil.

3. Kulbir

Les personnes dont le droit au séjour est précaire ont de plus en plus de mal à s'en sortir. De nombreux électeurs favorables au Brexit voulaient moins d'immigration, et la décision du référendum a donné mandat à l'État de renforcer ses contrôles. Cela ne signifie pas pour autant que davantage d'étrangers ont été expulsés. Les expulsions ont en fait diminué depuis 2014. Cela s'explique en partie par l'augmentation des «départs volontaires», sans doute en raison des restrictions croissantes et du manque d'aide financière de l'État qui contraint les sans papiers à partir «volontairement». En même temps, parler de fermeté à l'égard de l'immigration peut être un écran de fumée pour ne pas faire grand-chose. Après tout, l'État a besoin de ces travailleurs précaires comme d'un réservoir de main-d'œuvre ultra bon marché qui ne causera pas de problèmes. Le plus important n'est pas de les rafler tous et de les expulser immédiatement par avion, mais de les contrôler davantage. Les propriétaires, les enseignants, les médecins et les employeurs sont tous enrôlés dans ce contrôle policier. Cela crée un environnement de plus en plus menaçant et hostile, qui s'étend au secteur des travailleurs immigrés qui touchent des bas salaires, en particulier lorsque les ouvriers sont témoins de raids occasionnels des services de l'immigration.

Je suis née dans le Pendjab, en Inde, dans un petit village rural. Ma mère, mon père, mon frère et ma belle-sœur y vivent toujours. J'ai deux frères et une sœur. Je suis la plus jeune. Ma famille n'a jamais eu beaucoup d'argent. Les champs et les terres autour de notre village appartenaient à un propriétaire terrien, pour lequel ma mère (et parfois moi et mes sœurs) travaillait. C'était un travail saisonnier, un travail de manœuvre. Au moment de la récolte, j'aidais ma mère à couper les betteraves sucrières, et il y avait aussi des rizières et des champs de maïs. Mes grands-parents ont aussi fait ce genre de travail.

Mon père était policier, mais il s'absentait souvent de son boulot parce qu'il était alcoolique. Cela augmentait la pression sur ma mère pour qu'elle travaille dans les champs et ramène de l'argent. Mes parents se disputaient beaucoup et il se montrait parfois violent envers elle. Je ne voulais pas de ce genre de vie.

J'ai eu de la chance parce que j'ai pu me concentrer principalement sur mes études. Mes sœurs aînées s'occupaient des tâches ménagères plus que moi. J'ai commencé à étudier vers l'âge de six ou sept ans. Je suis allée à l'école publique du village, ouverte à tous. Je pouvais m'y rendre à pied en 10 minutes. J'étais bonne à l'école et quand j'ai terminé le lycée, j'ai passé l'examen d'admission d'entrée à l'université. J'ai réussi et étudié le commerce pendant trois ans. La fac était dans la ville la plus proche, alors je prenais le bus et le trajet durait environ une heure. J'ai obtenu mon diplôme à 21 ans.

Je me suis aussi mariée à cette époque. Je voulais commencer ma propre vie loin de mes parents qui se disputaient. Mon oncle, le frère de ma mère, a présenté à mes parents la famille de mon futur mari, une famille sympathique et respectable, ayant plus d'argent que la mienne. J'ai rencontré mon mari une fois avant la cérémonie. Il me semblait bien. Nous nous sommes mariés dans un temple sikh et avons fait une petite fête. J'étais enthousiaste en pensant à ma vie future.

Avant le mariage, j'avais déjà soumis mon visa pour étudier au Royaume-Uni. Mon rêve. Et par un double coup de chance, j'ai appris que mon visa avait été accordé le jour de mon mariage ! Je n'ai donc passé qu'une semaine dans la maison familiale de mon mari, parce que, après cela, nous nous sommes tous les deux envolés pour le Royaume-Uni. J'avais l'intention de faire un MBA, une maîtrise en administration des affaires. C'était en 2009. Mon mari est venu avec moi avec un visa de conjoint, et à l'époque, cela signifiait que, pendant que j'étudiais, il était autorisé à travailler à plein temps. Ses parents avaient payé mes frais de scolarité, qui s'élevaient à 8 800 euros pour les deux ans et demi de cours. Ils avaient également payé notre loyer à notre arrivée. Un parent de mon mari nous attendait à

Heathrow quand nous sommes arrivés. Nous sommes restés chez lui à Hounslow, à l'ouest de Londres, pas loin de l'aéroport, pendant un mois, puis nous avons trouvé notre propre logement.

Je me souviens que notre vie en Angleterre me rendait nerveuse. J'ai étudié l'anglais à l'école, mais ce n'était qu'un cours parmi beaucoup d'autres. Le reste était en pendjabi. Je n'avais pas beaucoup d'occasions de parler, même si mon anglais écrit et ma grammaire étaient très bons, je ne pouvais pas m'exprimer oralement. Heureusement, j'ai été inscrit à un cours d'anglais pendant six mois à l'université avant le début de mon mastère, ce qui m'a permis d'être plus sûre de moi lorsque j'ai commencé mes études.

Notre visa me permettait de travailler jusqu'à vingt heures par semaine, mais je n'ai jamais trouvé de boulot. Grâce à un ami, mon mari a déniché un emploi à plein temps dans une épicerie indienne. Il gagnait alors environ 250 euros par semaine. Nous avons loué une chambre dans une maison partagée, tous les locataires étaient originaires d'Inde. Huit personnes vivaient dans une maison de trois chambres ; je me souviens qu'une famille y logeait également, le reste était composé d'hommes célibataires venus d'Inde, et tous travaillaient dans le quartier. Bien que nous vivions dans la même maison, nous faisons notre cuisine séparément. Il n'y avait jamais de disputes au sujet des travaux ménagers – nous nous relayions pour nettoyer la cuisine et la salle de bains. Nous payions un loyer mensuel de 390 euros.

Vers la fin de mes études, j'ai accouché de ma fille. Grâce à cela, j'ai pu prolonger mon visa d'étudiante de sept mois pendant que je restais à la maison pour m'occuper de mon bébé. Je n'ai reçu aucune allocation maternité ou autre, je ne savais pas si j'y avais droit ; je ne savais pas à qui demander. De toute façon, nous avons pu survivre grâce à la paie de mon mari à l'épicerie.

Nous sommes retournés en Inde pour rendre visite à nos familles avec notre nouveau bébé. Nous y avons passé deux mois, mais mon mari et moi nous sommes disputés. Après la fin de mes études, nous pouvions demander un visa de travail de deux ans. Il pensait que nous devions utiliser le visa au maximum et devions tous les deux travailler à plein temps au Royaume-Uni pour gagner le plus d'argent possible. Je voulais aussi travailler, mais cela n'aurait pas été possible avec un bébé. Nous n'avions pas de famille au Royaume-Uni et personne ne pouvait s'occuper d'elle gratuitement. La seule solution était de laisser notre fille chez ses grands-parents en Inde. Ils ont accepté, en pensant que, même s'ils étaient assez âgés (ma belle-mère avait presque 60 ans et mon beau-père 65), cela ne durerait que deux ans.

Nous sommes donc rentrés au Royaume-Uni, sans mon bébé, et nous avons emménagé à Southall. J'ai trouvé un emploi avec un contrat zéro-heure, comme «opératrice»¹⁸ dans un entrepôt frigorifique pour une grande chaîne de supermarchés. Il y faisait très froid et parfois, ils décommandaient ma venue à la dernière minute, y compris au moment où j'allais prendre le bus pour venir travailler. Un de mes amis était cadre dans cet entrepôt, c'est ainsi que j'ai entendu parler de ce poste. Mon mari a déniché un emploi à temps partiel dans une boulangerie industrielle. Nous avons trouvé une chambre dans une maison partagée qui comptait trois chambres, où vivaient six personnes, toutes originaires d'Inde. Nous discutons dans la cuisine, tous travaillaient dans des emplois similaires, par le biais d'agences d'intérim, ou dans la construction. Aucun d'entre eux ne voulait retourner en Inde. Tous savaient qu'ils avaient la chance de pouvoir gagner un peu d'argent. Même si le travail était dur, ils pensaient que c'était quand même une vie plus facile que celle qu'ils auraient eue au pays. Les propriétaires, qui possédaient et louaient pas mal de logements, ont demandé à voir nos passeports et notre visa lorsque nous avons emménagé.

¹⁸ Apparemment le terme *picker* tout comme celui de *picking* n'a pas encore de traduction française. Malgré son langage managérial écœurant, l'article suivant («5 questions pour comprendre le picking en entrepôt») décrit, photos à l'appui, les différents types de tâches que doivent accomplir les «opérateurs» et «opératrices» dans des entrepôts de logistique : <https://blog.raja.fr/picking-definition> (NdT).

Nous avons fait appel à un agent local pour obtenir notre visa de travail de deux ans. Il y a beaucoup d'agences de visa et de conseillers en immigration dans le coin, et je pensais pouvoir lui faire confiance parce que c'était un professionnel – il avait son propre bureau, il possédait les qualifications requises et beaucoup de compatriotes avaient fait appel à ses services car il parlait aussi le pendjabi et l'hindi. Son site web indiquait également qu'il était agréé par le ministère de l'Intérieur. Nous l'avons payé 11 000 euros pour obtenir une formation en informatique dans une entreprise qui allait ensuite parrainer ma demande de visa. Mais je n'ai suivi que deux semaines de formation, et on m'a ensuite donné de faux documents pour demander un visa de travail. Je voulais obtenir mon visa de façon légale, mais lui ne s'intéressait qu'à notre argent. Il pensait qu'il allait pouvoir s'en tirer et que nous ne porterions pas plainte. Mais je n'ai pas cédé.

Je me suis rendu de nombreuses fois à son bureau pour me plaindre. Finalement il a accepté de nous rendre notre argent et m'a fait un chèque. Mais aussitôt il a appelé sa banque pour les informer que l'on avait volé son chéquier. Donc, quand j'ai voulu encaisser le chèque, non seulement je n'ai pas pu le toucher mais la banque m'a accusé de fraude et a gelé mon compte. J'ai informé une copine de travail dans l'entrepôt frigorifique. J'étais très stressée et ne savais pas quoi faire. Mon amie m'a dit qu'elle pouvait mobiliser un groupe de copains pour faire pression sur lui afin qu'il rende le fric. Nous sommes donc tous allés à son bureau, nous étions une dizaine, dont un prêtre catholique local ! Nous avons refusé de partir tant qu'il n'accepterait pas de nous rembourser. Choqué et nerveux, il voulait se débarrasser de nous. Il a tenté de nous menacer, puis, comme cela ne marchait pas, il a essayé de se montrer aimable et de me faire des promesses. Au bout de deux mois, nous avons récupéré tout notre argent et nous étions très soulagés.

Après tout cela, nous avons entamé les démarches de visa nous-mêmes mais elles ont été rejetées. On nous a immédiatement retiré le droit de travailler. Nous devions aller pointer au bureau de l'immigration une fois par mois. Ils nous ont dit que, s'ils nous attrapaient en train de travailler, ils nous expulseraient immédiatement. Mais sans boulot, de quoi devons-nous vivre ?

Lorsque nous avons déposé notre demande de visa temporaire après que l'agent des visas nous eut arnaqués, j'ai décidé de retomber enceinte. Je pensais que nous obtiendrions nos papiers de cette façon et que tout irait bien. Nous avons donc été très déçus que l'on nous refuse le droit de rester. Comme nous n'avions pas de carte de séjour, je n'avais pas droit à des soins de santé gratuits. En raison des nouvelles règles, j'ai dû payer 4 400 euros pour accoucher à l'hôpital et prendre un plan de remboursement auprès de ma banque. Ils voulaient que je paie 110 euros par mois. J'ai accepté, mais quand j'ai appris que nous ne pouvions pas travailler au Royaume-Uni, je n'avais pas les moyens de payer. J'ai dit : «Écoutez, tout ce que je peux vous verser, c'est 20 euros par mois.» La banque a refusé. Elle m'a envoyé une montagne de lettres, mais j'ai tenu bon. J'ai annulé le prélèvement automatique, alors ils n'ont rien reçu de moi. La banque avait ses propres objectifs : elle voulait que les gens remboursent leur dette en l'espace de deux ans. Mais je n'ai pas pu le faire et j'ai continué à dire que nous ne pouvions payer que 20 euros par mois. Finalement, la banque a accepté.

Maintenant, il est évident que nous devons gagner de l'argent pour survivre. Nous trois – moi, mon mari et mon bébé –, nous partageons une pièce dans une maison où vivent dix personnes. Nous payons 440 euros par mois pour le loyer. La propriétaire gagne beaucoup d'argent en louant cette maison à tellement de gens, mais elle est quand même avare quant à la quantité de chauffage que nous utilisons. Finalement, comme elle s'en servait comme une excuse pour continuer à augmenter le loyer, nous lui avons dit : «Très bien, mettez un cadenas sur la porte qui donne accès à la chaudière pour que vous sachiez que nous n'utilisons pas tout le gaz.» Maintenant, nous avons un cadenas sur la porte d'accès à la chaudière – nous avons le chauffage pendant une heure le matin et une heure le soir.

J'ai eu de nombreuses disputes avec cette femme, mais je sais qu'il serait difficile de trouver un autre endroit pour vivre avec un bébé... Mon mari et moi avons tous les deux un travail au noir, et nous

sommes payés en espèces. C'est la seule façon pour nous de survivre ici pendant l'examen de notre nouvelle demande de visa. Mais comme mon mari travaille la nuit, il est difficile de partager la chambre à trois. Il doit dormir pendant la journée et c'est très difficile avec un petit enfant. Nous nous en sortons à peu près même si...

Je bosse comme cuisinière pour un couple dans une maison privée. Ils paient 11 euros de l'heure et je travaille deux heures par jour pour eux. En Inde, ce genre de petit boulot serait méprisé et inacceptable – une femme comme moi, travaillant comme employée de maison ? Pas question ! Mais ici, je peux le faire. Il s'agit d'un travail assez facile, et il me permet d'avoir mon propre argent, de le dépenser comme je veux. C'est important.

Le service de l'immigration va peut-être refuser notre visa encore une fois, mais nous devons attendre en espérant que la réponse sera positive. Je n'ai pas vu ma fille depuis que nous l'avons laissée à ses grands-parents en Inde, quand elle avait presque un an. Elle a maintenant sept ans. Nous parlons sur Whatsapp, elle sait qu'elle a un petit frère mais elle ne l'a jamais vu. Elle veut venir nous rejoindre au Royaume-Uni et vivre avec nous, mais nous ne pouvons pas quitter le pays, sous peine de ne plus pouvoir revenir. Et je ne veux pas partir. Bien sûr, cela nous tourmente tout le temps, nous ne pouvons pas travailler légalement, nous risquons d'être expulsés, mais en même temps, je me sens toujours plus libre ici qu'en Inde. Je déteste la mentalité indienne : les gens se soucient toujours de l'opinion des autres ; tu dois toujours justifier où tu vas, ce que tu fais. Ici, on me laisse tranquille. Je peux travailler, il y aura une bonne école pour mon enfant, il y a des activités pour lui ici, nous pouvons gagner de l'argent. Je veux étudier l'informatique. Je peux avoir un avenir ici, mais l'absence de carte de séjour rend notre situation plus difficile.

Qu'est-ce que j'ai appris depuis que je suis en Angleterre ? A être indépendante et auto-suffisante, à gagner mon propre argent. J'ai pris conscience de ma valeur en tant qu'être humain. Je travaille honnêtement et dur. Mais j'ai aussi appris qu'on ne peut pas faire confiance à tout le monde. Comme cet agent chargé des visas. Cela a été un grand choc pour moi – que des individus comme ça puissent tromper les autres et gagner beaucoup d'argent en pensant qu'ils peuvent les escroquer et s'en tirer. Mais je peux me défendre. Pourquoi ? Parce que je sais que je n'ai rien fait de mal. Je crois en moi.

4. Meena

Les médias ont récemment fait beaucoup de bruit autour d'affaires dans lesquelles des entreprises telles que Tesco et Sainsbury's et des institutions comme le conseil municipal de Birmingham ont été poursuivies pour discrimination salariale. Si, dans certains cas, les entreprises tentent de s'en tirer en payant leurs employées moins que les hommes qui font exactement le même travail, il est plus courant qu'elles prétendent que certains emplois ont moins de valeur que d'autres. Cette évaluation dite «objective» est fondée sur une estimation assez aléatoire des «compétences», estimation fondée sur le genre et qui défavorise les femmes. Carrie Gracie¹⁹, qui a quitté la BBC à cause du scandale de l'égalité salariale, a déclaré : «Si la BBC n'arrive pas à prendre de décision équitable pour moi, une rédactrice en chef, comment pourrait-elle agir en faveur des employés plus vulnérables ?»

On pourrait en dire autant des femmes qui occupent des emplois moins prestigieux et dans les secteurs à bas salaires. Si la législation sur l'égalité est contournée dans les entreprises où les femmes ont au moins les ressources pour s'exprimer et toucher l'opinion publique, quelles sont les chances de celles qui ne disposent pas de ces moyens ? Le récit de Meena nous éclaire sur les raisons pour lesquelles le genre et le sexisme sur le lieu de travail restent un problème majeur, et sur ce qui pourrait être fait pour y remédier.

Je suis née au Royaume-Uni et j'ai maintenant la trentaine. Je suis allée à l'université, mais après avoir travaillé pour des ONG, j'ai perdu mes illusions sur toute cette foire. Je ne voulais pas passer le reste de ma vie à me bercer d'illusions sur le fait que je faisais une activité «valable» alors qu'en réalité, les organisations caritatives fonctionnent comme des entreprises. L'idée de devoir me mettre au service des agents de l'Etat pendant les dix années suivantes était trop lourde à supporter, si bien que, lorsque j'ai été licenciée, j'ai été heureuse de prendre ma maigre indemnité de licenciement et d'aller vivre à l'étranger pendant un certain temps.

Quand je suis revenue, j'avais besoin de bosser, alors je me suis inscrite dans une agence d'intérim locale qui m'a envoyée dans une usine alimentaire dans l'ouest de Londres. Une grande entreprise, dont vous n'avez sans doute jamais entendu parler, mais qui fournit de la nourriture à tous les grands supermarchés. Je me souviens d'être un jour passée devant une de leurs usines, elle était énorme, et je me suis demandé ce qui se passait à l'intérieur. Je n'avais aucune idée de ce genre de travail, mais j'étais curieuse de le savoir. Bien qu'il s'agît d'un contrat zéro-heure, je devais suivre une «formation» sur la sécurité alimentaire, qui consistait simplement à répondre à une montagne de questions élémentaires et à remplir une feuille de papier dans l'agence d'intérim. Il fallait simplement cocher des cases. Beaucoup de gens ne pouvaient pas comprendre les questions parce que leur anglais n'était pas très bon, alors ils utilisaient leur téléphone portable et copiaient les réponses des autres. L'agence m'a dit que je pouvais commencer le lendemain.

Lors de la matinée d'intégration, j'ai rencontré des personnes de différents pays : Inde (Goa), Congo, Somalie et Sri Lanka. Il n'y avait qu'un seul Britannique blanc et deux Britanniques noirs. Beaucoup de gens n'avaient pas été informés des équipes et des horaires, alors une femme est partie immédiatement

¹⁹ Carrie Gracie (1962-): cette présentatrice vedette de la BBC démissionna de son poste en 2018, pour protester contre la discrimination salariale dont elle était victime par rapport à ses collègues masculins. Son employeur lui a finalement payé une somme coquette (400 000 euros) qu'elle a reversée à une ONG féministe, la Fawcett Society, du nom de Millicent Fawcett (1867-1929), dirigeante de la National Union of Women's Suffrage Societies, une association de 50 000 membres qui lutta pour le droit de vote des femmes qui fut accordé en 1918 aux femmes... de plus de 30 ans ! (NdT).

parce qu'elle ne pouvait pas travailler le samedi. La plupart des individus convoqués ne savaient rien du tout. Le Britannique blanc est parti à la fin de la formation parce que c'était trop loin pour venir du Berkshire ! Deux Africaines plus âgées ont dit qu'elles faisaient la navette depuis Mitcham, soit 50 kilomètres aller-retour ! Je me souviens avoir pensé que les gens doivent être sérieusement désespérés pour parcourir tous les jours une distance aussi longue et gagner le salaire minimum (7,47 euros à l'époque), de plus avec un contrat zéro-heure.

La visite du site m'a impressionnée ; il y avait beaucoup de zones différentes, des parkas, des chaussures et des filets à cheveux de différentes couleurs qui avaient diverses significations ; par exemple, les intérimaires devaient porter un filet à cheveux vert ; les travailleurs permanents du bleu ou du blanc, et ce en alternant tous les deux jours ; et les chefs des filets à cheveux rouges. Je suppose qu'ils voulaient s'assurer que les hiérarchies étaient respectées, en gros, repérer qui on pouvait engueuler sans risque. Nous nous lavions beaucoup les mains, soit lorsque nous changions de zone (ce qui était fréquent) soit lorsqu'un produit différent était assemblé sur la chaîne ; l'entrepôt comportait des zones différentes pour les cellules de refroidissement rapide (afin d'assurer la congélation), les refroidisseurs de viande (à température très froide) et les refroidisseurs de légumes (à température assez froide). De très nombreuses femmes travaillaient sur ces chaînes de montage. J'ai été surprise parce qu'à part les chaînes de montage et les machines qui scellent les emballages de nourriture, il n'y avait guère de machines et une grande partie du travail semblait s'effectuer à la main.

Le premier jour, on m'a envoyée sur la chaîne de montage, pour mettre de la «colle» (une pâte à base de farine et d'eau) autour de friands ronds. Je devais continuellement changer de main parce que manipuler le flacon de colle me faisait vraiment mal partout – aux mains, au pouce et aux bras. Sur la chaîne, les femmes semblaient toutes avoir un travail préféré, mais elles se déplaçaient aussi fréquemment pour se protéger de la douleur. Les chaînes de montage mobilisaient surtout des femmes plus âgées, originaires du Gujarat. Elles ne parlaient pas très bien l'anglais, mais se montraient amicales avec moi et s'efforçaient de me parler du mieux qu'elles pouvaient. Une femme m'a raconté qu'elle travaillait là depuis 15 ans et une autre, une Congolaise, depuis 6 ans. Sur une autre chaîne, une femme du Gujarat m'a dit qu'elle bossait là depuis 11 ans, et que son mari y travaillait également.

Je ne pensais pas que j'aurais l'endurance nécessaire pour faire ça – tu es debout toute la journée et les pieds me faisaient déjà mal au moment de la première pause, alors je n'avais qu'une envie, m'asseoir. Beaucoup de femmes avaient aussi des enfants et des maris pour lesquels elles devaient préparer le repas en revenant du boulot, donc il n'était pas question de se reposer un peu avant d'aller se coucher. Beaucoup d'entre elles m'ont demandé pourquoi je n'étais pas mariée. Après avoir entendu leurs propres descriptions de la «vie de famille» et du travail sans fin qu'elle implique, je n'ai pas eu besoin de chercher longtemps pour trouver une réponse.

Je n'arrivais pas à comprendre pourquoi les ouvrières disaient toujours que le travail à la chaîne était le plus «facile». Pour moi, c'était le travail le plus difficile. Tu es coincée dans la même position pendant des heures avec seulement de petites variations, tes pieds et ton dos te font mal à force de rester debout ; tu ne peux pas t'arrêter une seconde parce que tu dois suivre le rythme imposé par la chaîne ; les chefs te surveillent toujours pour que tu ne puisses pas t'échapper une seconde. Les pauses duraient une demi-heure, pas une minute de plus, parce qu'il fallait être de retour toutes en même temps pour démarrer la chaîne – on en bavait !

Tu finissais par comprendre qu'un travail qui exige des mouvements un peu plus variés, qui te permet d'avoir même la plus petite liberté de mouvement, constitue une véritable aubaine. Ainsi, les hommes qui approvisionnaient la chaîne de montage avec les ingrédients dont nous avons besoin occupaient une bien meilleure position à mon avis. D'accord, leur travail les obligeait à transporter des objets plus lourds, c'était plus exigeant physiquement, mais certainement moins éprouvant mentalement que ce que nous, les femmes, devions subir.

Nous préservions notre santé mentale en bavardant entre nous, en chantant et en nous disputant avec notre chef direct lorsqu'il faisait accélérer la chaîne. Certes, je ne connaissais les paroles d'aucune de ces chansons parce qu'il s'agissait de chants religieux du Gujarat, mais le simple fait de les entendre brisait la monotonie de notre boulot. Alors parfois, quand un chef me disait d'arrêter de parler à la personne à côté de moi sur la chaîne, je devenais tellement furieuse ! Ils n'avaient évidemment aucune idée de l'importance de pouvoir parler entre nous, et de notre besoin de nous sentir plus humaines. J'ai eu quelques prises de bec avec des chefs qui nous interdisaient de parler sur la chaîne ; dans ces moments, j'avais l'impression d'être dans une prison. Mais toutes n'étaient pas des victimes, loin de là.

Certains groupes d'ouvrières à la chaîne étaient assez battantes. Des conflits éclataient fréquemment ; sous la pression, les cadres engueulaient les chefs situés plus bas qu'eux dans la hiérarchie ; mais quand ces derniers commençaient à engueuler les femmes de la chaîne, celles-ci leur rétorquaient souvent avec vigueur. Un jour, à l'approche de Noël, alors que nous étions surchargées de travail, tous les travailleurs et travailleuses ont été convoqués à une réunion sur les «problèmes de qualité». Par la suite, les chefs surveillaient de plus près si la pâte des friands était correctement soudée. Mais ils refusaient de ralentir la chaîne pour que cela soit possible. Nous n'avions littéralement pas assez de temps pour fabriquer ces chaussons correctement parce que la chaîne allait trop vite ! De plus, la pâte était très sèche et ne collait pas de toute façon. Alors quand le responsable de la chaîne a commencé à se plaindre, nous nous sommes mises à crier, tout le monde criait en même temps, comme une bande de hyènes. Il faut vraiment une grande gueule pour faire ce genre de boulot et il me semble que la plupart de mes collègues savaient se défendre, individuellement du moins.

Mais, pour les trucs importants – comme de meilleurs taux de rémunération, davantage de pauses, moins de stress au travail – la plupart d'entre elles ne s'exprimaient pas ensemble. Le contrat que nous avons signé prévoyait que l'agence d'intérim pouvait te contacter par SMS, ou annuler ton service, à n'importe quel moment. Quelquefois, j'ai même été appelée au travail, pour rester assise pendant une demi-heure, puis on m'a informée que je pouvais rentrer chez moi. Comme je suis de langue maternelle anglaise et que je pouvais faire un peu de bruit, on m'a payé quelques heures en compensation. Mais d'autres ouvrières n'ont certainement pas protesté comme moi.

L'agence prenait des risques calculés : elle savait quand et avec qui elle pouvait s'en tirer sans dommages. Par exemple, elle envoyait parfois des textos pour nous informer qu'elle avait besoin seulement besoin d'hommes. Aucune justification n'était fournie pour cela et, pour être honnête, même si tu as besoin de quelqu'un de plus costaud pour soulever des caisses ou des cartons, tu ne peux pas automatiquement exclure les femmes. Après tout, certaines femmes peuvent être très athlétiques et certains hommes n'ont aucune force physique ! Je l'ai constaté lorsque je travaillais sur la chaîne (je faisais partie d'une chaîne de femmes qui fabriquaient des pâtisseries ou des lasagnes, les mettaient dans des boîtes ou les emballaient). À la fin de la chaîne, un homme plaçait le plateau de barquettes remplies dans un chariot plus grand qui contenait beaucoup de plateaux. Plusieurs fois, j'ai vu des hommes trop âgés pour faire ce travail. L'un d'eux avait certainement dépassé l'âge de la retraite, il avait l'air flétri et en mauvaise santé. Mais cela n'avait pas d'importance puisque la définition de ce boulot exigeait simplement qu'un homme le fasse.

Un jour, j'ai décidé de me révolter et d'assumer cette tâche en bout de chaîne. Il y a eu un tollé, surtout de la part des autres femmes de la chaîne. J'étais perturbée et en colère – je pouvais parfaitement faire ce boulot, en plus c'était bien mieux d'effectuer la même tâche répétitive toutes les 20 secondes que toutes les secondes.

Le problème ne venait pas seulement d'une conception démodée sur les tâches que les hommes et les femmes doivent assurer. Mes copines m'ont expliqué que si les chefs me voyaient faire ce travail, ils s'attendraient à ce que toutes les femmes s'y collent, et elles ne voulaient pas assumer de tâches

supplémentaires. Je pouvais comprendre cet argument et j'y ai réfléchi. Dois-je abandonner cette tâche et retourner à la chaîne ? J'ai décidé que non.

Si tu es capable de faire un boulot, tu dois le faire, mais si tu n'en pas capable, quelle qu'en soit la raison, tu ne dois pas le faire. Il ne s'agit pas de savoir si tu es un homme ou une femme, mais si tu en es capable. Alors j'ai maintenu ma position. Plus tard, j'ai vu d'autres femmes accepter ce boulot de leur plein gré. Choisir ses tâches quand doit effectuer une série de gestes monotones ne peut être que positif. Sur les lieux de travail, une certaine ségrégation règne en ce qui concerne les emplois occupés par les hommes et les femmes. Les femmes travaillent sur les chaînes, les hommes approvisionnent les chaînes ; les femmes placent des manchons en carton autour des barquettes une fois qu'elles sont remplies ; les hommes empilent les palettes contenant les produits finis ; certaines femmes ont des responsabilités mais les hommes ont tendance à occuper les postes de cadres supérieurs et de chefs d'équipe.

Cela pourrait s'expliquer par le fait que les hommes maîtrisent généralement mieux l'anglais et qu'ils bénéficient donc de davantage de promotions. D'autre part, les femmes ne sont pas recrutées pour exécuter des tâches dites «masculines», comme l'utilisation d'un fenwick, qui sont plus rémunératrices. Un nouvel accord salarial a récemment été négocié entre le syndicat et la direction, qui répartit les travailleurs en quatre nouvelles catégories : non qualifiés, semi-qualifiés, qualifiés et encadrement. Les salaires varient en fonction des compétences, mais c'est ridicule : toutes les femmes qui travaillent sur la chaîne entrent dans la catégorie des «non qualifiés» et reçoivent le salaire le plus bas ; quant à ceux qui utilisent une machine, ils sont automatiquement «semi-qualifiés». Il est évident que c'est un homme qui décide de ce qui est qualifié ou non. Mais je parie qu'il ne tiendrait pas une demi-heure sur cette chaîne. Le syndicat aurait dû contester cet accord salarial comme un exemple de discrimination indirecte, qui finit par affecter les femmes plus négativement que les hommes. Mais il a en fait approuvé cet accord minable ! Comme tous les représentants et les responsables régionaux du syndicat sont des hommes, je n'ai pas été vraiment surprise.

La ségrégation des hommes et des femmes dans les différents emplois de l'usine a une aussi des conséquences sur le niveau élevé de brimades et même de harcèlement sexuel. Je ne m'en étais jamais vraiment rendu compte auparavant, mais j'ai pu le vérifier de différentes façons : les femmes sont beaucoup plus surveillées et les hommes peuvent se promener ; ils bénéficient d'un statut élevé dans l'usine, car leur travail est considéré comme plus qualifié et est donc mieux payé ; les chefs sont souvent des hommes et se permettent d'engueuler les femmes et de leur donner des ordres ; elles acceptent leur statut inférieur ; la pression au travail est si forte qu'elle rend les salariés irritables, stressés et méchants ; à l'extérieur de l'usine, dans la hiérarchie sociale, ces travailleuses et travailleurs occupent le rang le plus bas et sont les plus pauvres éléments de la classe ouvrière, ce qui signifie qu'ils ont peu de moyens d'exercer leur pouvoir et d'exprimer leurs frustrations, sauf contre les quelques personnes de leur entourage qu'ils peuvent harceler. Tous ces facteurs créent un terrain propice aux comportements néfastes.

J'ai pu constater qu'il était facile pour les hommes de profiter des femmes dans une situation généralement terrible, et que la façon dont les choses étaient organisées à l'intérieur de l'usine l'encourageait en fait. Les femmes ne se soutiennent pas beaucoup entre elles parce qu'elles sont simplement heureuses de ne pas être visées. Mais si elles ne commencent pas à se soutenir mutuellement et à s'exprimer, à exprimer leurs griefs contre les hommes et à refuser d'être stigmatisées, les choses ne changeront que lentement.

J'ai décidé que je ne pouvais plus le supporter et ai changé de travail. Je voulais un changement et ai obtenu mon permis de cariste. Parfois, les entreprises paient leurs employés pour l'obtenir, mais l'usine ne m'a jamais offert cette chance, bien qu'un de mes amis masculins ait bénéficié de ce dispositif. Je savais que je devrais le payer moi-même et j'ai décidé que cela valait la peine parce qu'on peut gagner un peu plus par heure que le salaire minimum. Il est étrange que les femmes ne soient pas plus

nombreuses à conduire des fenwicks – ils sont assez faciles à manipuler et vous n’avez même pas besoin de prouver que vous avez des muscles parce que la machine fait tout le travail !

Tout de suite après avoir obtenu mon permis, j’ai trouvé un emploi dans un entrepôt logistique. J’étais la seule femme dans l’équipe. Le premier jour, le directeur m’a fait visiter les lieux. Au bout de quelques minutes, il s’est arrêté et m’a dit : «Souris !» Il était en train de me montrer des rayonnages dans une des zones de stockage, alors je n’ai pas vu de raison d’être spécialement souriante et heureuse face à des rayonnages ! Je n’ai jamais entendu un homme dire même au plus grincheux et au plus maussade des gars : «Souris !» Mais c’est incroyable le nombre de fois où des hommes m’ont demandé de sourire alors que je venais juste de commencer mon travail. Une fois, j’ai rétorqué : «Je suis cariste pas hôtesse de l’air.» Pour la plupart des hommes, les femmes n’ont que deux humeurs : joyeuse et grincheuse. Il n’y a pas d’entre-deux. Nous ne pouvons pas être pensives, tristes, ou troublées, etc. Nous avons seulement droit à deux émotions, et si nous ne sommes pas ouvertement heureuses, alors c’est que nous sommes de mauvais poil. Ces attentes concernant mes attitudes en collectivité étaient étouffantes.

Mon humeur, ma tenue, mes cheveux, mes actions, ont tous été commentés mais en relation avec ce que mes collègues masculins attendaient de moi, qu’il s’agisse de mes actes, mes pensées ou mes vêtements. Ils émettaient des commentaires parce que je défiais en quelque sorte leurs attentes. Cela m’a mis mal à l’aise car je ne voulais pas penser à moi à travers les yeux de quelqu’un d’autre. J’avais l’impression de devoir constamment me justifier alors que tout ce que je voulais, c’était faire mon travail et améliorer mes compétences en matière de conduite. Comme j’étais la seule femme de cette équipe et une cariste débutante, j’ai reçu beaucoup de conseils sur la façon d’agir. D’une certaine manière, j’ai apprécié ces remarques – je me suis certainement améliorée rapidement parce que les hommes essayaient de m’aider, de me donner des tuyaux sur la meilleure façon d’utiliser le fenwick. Certains nouveaux caristes masculins ont depuis été embauchés à ce poste et ils sont totalement désemparés, car personne ne les aide. On les laisse couler ou apprendre à nager tout seuls. Je ne pouvais échapper à l’attention des autres, ce qui m’exaspérait parfois parce que je ne voulais pas être observée tout le temps.

Un collègue polonais qui travaillait dans la cour n’arrivait pas à accepter qu’une femme soit cariste. Quand je faisais des choses ennuyeuses comme de déplacer des palettes, il s’arrêtait de travailler et me fixait. Je lui ai demandé de me laisser tranquille et lui ai expliqué que je trouvais cela pénible d’être constamment observée, que j’essayais juste d’améliorer mes compétences et n’avais pas besoin que quelqu’un me surveille. Mais il ne pouvait pas s’en empêcher. Après lui avoir demandé trois ou quatre fois d’arrêter de me fixer, je me suis vraiment mise en colère. Il s’est comporté comme si je l’avais insulté ; il a justifié son comportement en me couvrant d’éloges et en laissant entendre que je devrais lui être reconnaissant de son admiration. Mais si quelqu’un ignore tes requêtes de façon répétée et ne t’écoute pas, pourquoi devrais-tu te montrer respectueuse envers lui ?

Nous nous sommes disputés assez sérieusement. Il ne pouvait pas comprendre mon point de vue. Dans son esprit, il était simplement chevaleresque. Je lui ai donné quelques chances supplémentaires de changer de comportement, mais j’ai ensuite abandonné et ai décidé de l’ignorer totalement. Il m’a harcelée pendant un moment ; il prenait des photos de moi et a essayé de me retrouver sur les réseaux sociaux. C’était épuisant de ne jamais le regarder et de ne pas lui parler, mais il ne m’a pas laissé beaucoup de choix. Le plus triste, c’est que je ne crois pas qu’il ait jamais examiné son propre comportement. Il était plus facile pour lui de penser que j’étais un peu dingue parce qu’il croyait que ses intentions étaient bonnes et qu’il essayait juste de se montrer gentil.

J’ai parlé de son comportement à d’autres collègues masculins. Ils m’ont écouté, mais ne m’ont pas prise trop au sérieux. Ils ont été vraiment choqués lorsque je leur ai montré toutes les photos qu’il m’avait envoyées en l’espace d’un an. C’est comme s’ils ne croyaient vraiment une femme que lorsqu’elle leur apporte une preuve incontestable : la parole d’une femme n’est jamais assez bonne pour eux. On m’a appelé «bébé», «chérie», «minette», «poupée» plus de fois que je ne m’en souviens.

Lorsqu'un homme plus âgé m'appelle «ma pet'ite dame» avec un accent cockney²⁰ ou «ma copine», cela ne me dérange pas. On m'a sifflé dès l'aube et alors que j'étais à moitié endormie.

Les hommes peuvent être machos de différentes manières. Ils insistent pour porter la bouteille de gaz quand elle est vide, même si je peux la porter toute seule. Ils trouvent émasculant de porter un objet lourd avec une femme. Mais ils partageront cette charge avec un autre homme. Ils sont «chevaleresques» alors qu'en fait c'est juste une attitude glauque. Ils disent : «Les femmes d'abord.» Ils essaient de vous aider quand vous souhaitez seulement qu'ils vous ignorent. Certains commencent à parler de leur vie sentimentale en pensant que je suis intéressée. Ceux qui ont une femme semblent plus normaux.

Mon chef a fait des commentaires sur mon poids («Avez-vous grossi ?») plus d'une fois. Je lui ai répondu que je pouvais très bien avoir un trouble de l'alimentation, qu'en savait-il ? Il s'est excusé, mais quelques mois plus tard, il a recommencé. Il a également évoqué le fait que je pourrais avoir des enfants. «Es-tu enceinte ?» «Vas-tu avoir des enfants ?» «Quand auras-tu des enfants ?» Je lui ai rétorqué qu'il ignorait si je n'avais pas un problème médical m'empêchant d'avoir des enfants, qu'en savait-il ? Il s'est excusé. Quand je le vois, il lui arrive de mimer un baiser de loin avec ses lèvres. Je lui jette un regard dégoûté. Mais c'est devenu une sorte de jeu maintenant, il fait ça, je réagis comme ça. Il ne prend pas ça au sérieux, même si j'ai été très claire sur le fait que ce n'est pas cool.

Les premiers mois ont été très durs. J'étais toujours en colère et furieuse. Je ne voulais pas avoir à affronter ce genre d'attitude, et je m'y sentais obligée. On me mettait toujours dans la case «femmes». Si je me comportais de manière amicale envers quelqu'un, il le prenait comme une invitation à flirter et à me toucher. Je suis donc devenue moins amicale. Je n'avais pas réalisé à quel point les relations quotidiennes avec les hommes étaient encore pesantes avant que je ne commence à faire ces métiers. Parfois, je déteste les hommes, ils peuvent être tellement stupides ! Je n'ai pas la patience de faire des efforts pour toujours les divertir. Je me sens de plus en plus renfermée sur moi-même, mais je ne peux pas me permettre d'être «gentille», à moins de vouloir supporter toutes leurs conneries sexistes. Mais je suis une sacrée bonne cariste maintenant. Peut-être qu'un jour je les écraserai.

²⁰ *Cockney* : au départ, argot et accent des prolétaires de l'Est londonien (*NdT*).

5. Kemi

La lutte contre le racisme quotidien, quand elle s'ajoute à la misère habituelle des esclaves salariés et à une paie minable, rend la vie des prolétaires encore plus difficile. Historiquement, à Londres, les groupes de nouveaux immigrés avaient tendance à vivre ensemble dans certains quartiers, ce qui leur donnait le sentiment de former des communautés dans une grande ville écrasante et parfois hostile. Aujourd'hui, avec la hausse des loyers et l'embourgeoisement de certains quartiers, il est de plus en plus difficile d'établir ces liens avec la communauté et d'en tirer parti. La famille est toujours importante, du moins pour les nouveaux arrivants. Mais si tu es une femme célibataire, qui veut sa liberté et trouver de nouvelles opportunités à Londres, tu risques de vous retrouver très isolée...

Je suis née aux Pays-Bas. Ma mère est jamaïcaine, elle n'avait que seize ans à ma naissance. Mon père est originaire du Nigeria. J'ai rapidement déménagé à Lagos avec lui. Mon paternel a eu des enfants de différentes épouses là-bas. Je connais neuf de mes demi-frères et demi-sœurs. Il a bientôt quitté la maison où nous vivions et je suis restée avec ma belle-mère. J'ai eu un peu l'impression de vivre l'histoire de Cendrillon à l'époque, pour faire court. Ma belle-mère m'a maltraitée mentalement et physiquement. Enfant, j'ai presque perdu toute confiance en moi. Par conséquent, je n'étais jamais à la maison. J'ai terminé le lycée et suis allée à l'université. J'ai étudié les relations industrielles et la gestion du personnel. En principe, le cursus durait cinq ans, mais il m'en a fallu sept pour le terminer, parce que la fac était souvent en grève. J'avais ma propre chambre à ce moment-là, ce n'était pas trop mal. J'étais constamment avec des amis et j'aimais faire la fête. J'ai toujours eu un esprit assez indépendant, je ne voulais pas être prisonnière des modes de pensée traditionnels, surtout en ce qui concerne les femmes.

Je n'ai pas vraiment essayé de dénicher un emploi au Nigeria avec mon diplôme ; cela aurait été un emploi de bureau, ce qui ne me convenait pas vraiment. De toute façon, beaucoup de Nigériens ne peuvent pas trouver de travail même s'ils ont beaucoup de diplômes. Il y a tellement de problèmes là-bas – la pauvreté, la corruption... La vie est dure. Le pays manque totalement d'infrastructures. Par exemple, chaque maison a son propre générateur, sinon tu n'as pas d'électricité. Les prestations sociales n'existent pas. Mais tu ne peux pas te nourrir de sable, n'est-ce pas ? Là-bas, si tu n'as rien, t'es obligé de mendier. Mes compatriotes souffrent là-bas.

J'essaie de les aider, mais la vie est dure ici aussi. J'ai de la famille aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni. J'ai décidé d'essayer le Royaume-Uni parce que je le voyais comme un pays plus accueillant pour les femmes, et en général moins violent qu'en Amérique du Nord, et surtout qu'aux États-Unis avec toutes ces armes qui circulent et un fort racisme. Je suis donc venue au Royaume-Uni et j'ai d'abord vécu avec ma famille – j'ai des oncles ici, de la famille élargie –, dans l'Essex, au nord de Londres. Mon diplôme ne valait rien ici et je ne voulais pas retourner à l'école. J'ai trouvé un emploi de nourrice. Pendant plus d'un an, j'ai travaillé pour une famille et vécu dans un logement partagé. J'ai trouvé une maison qui avait deux chambres. Le propriétaire, un Anglais d'une soixantaine d'années avec un gros ventre, vivait dans l'autre chambre. La plupart du temps, je n'avais pas de contacts avec lui, j'allais directement dans ma chambre. Mais un jour, il n'a pas aimé la façon dont je répondais à son «Bonjour» et m'a menacée avec un couteau ! Je gardé mon calme, mais j'ai quitté la maison deux semaines plus tard. C'était ma première expérience d'hébergement en dehors de ma famille.

Après cela, j'ai trouvé un autre emploi de nourrice, mais cette fois-ci, j'ai été logée. Je dormais dans la même chambre que les deux enfants. Je n'étais payée que 110 euros par semaine, en liquide. Comment pouvais-je me débrouiller avec cette somme ? Bien sûr, je n'avais pas de loyer à payer, mais je ne voulais pas non plus rester dans la maison avec les enfants pendant tout le week-end. Impossible d'avoir ma propre vie.

En 2014, j'ai commencé à travailler dans le secteur de l'aide à domicile. Je me suis inscrite dans une agence d'intérim et je n'ai eu qu'une brève formation – une journée ou quelque chose comme ça. Mais pour moi, s'occuper des autres n'est pas un problème. En Afrique, nous vivons dans des familles élargies très unies. Il y a toujours de jeunes neveux et nièces qui sont envoyés faire des courses ; nous nous occupons des personnes âgées à domicile, etc. Ici, les gens pissent et chient de la même façon, non ? J'ai travaillé dans l'aide à la personne, où tu rends visite aux gens pendant une demi-heure, peut-être trois ou quatre fois par jour, pour le petit déjeuner, le déjeuner et le soir. Il faut tout faire : la lessive, la cuisine, s'assurer qu'ils ont pris leurs médicaments, etc. J'ai toujours été payée au salaire minimum. Il est difficile d'avoir suffisamment d'heures : puisque tu dois faire plusieurs aller-retour, et que les temps de déplacement ne sont pas payés, tu n'arrives pas à cumuler plus de six heures payées par jour – si tu as de la chance. Je n'ai jamais voulu travailler dans une maison de retraite. Trop de stress. Trop de gens réunis au même endroit.

Si je recommence à travailler dans le secteur de l'aide à la personne, je voudrais être aide à domicile mais en fixe – tu restes chez une personne handicapée pendant douze heures d'affilée, par exemple, et dans ce cas tu n'as plus à te déplacer toute la journée d'une maison à l'autre. Mais en général, je pense que les aidants devraient être mieux payés. C'est un boulot très exigeant. Nous devons tout faire, y compris nettoyer la merde. Nous nous exposons à de nombreuses maladies.

Parfois, nous devons accompagner des personnes jusqu'à leur «fin de vie», ce qui signifie que nous allons voir chez des malades qui sont sur le point de mourir mais peuvent rester à la maison. C'est éprouvant. Nous risquons notre vie et ils nous paient une misère. Je ne pouvais pas gagner assez d'argent avec l'aide à domicile, alors j'ai cherché sur Internet et je me suis inscrite dans quelques autres agences d'intérim.

J'ai été envoyée dans une usine alimentaire de l'ouest de Londres. Je travaillais dans une usine pour la première fois, et c'était dur. Tout d'abord, j'avais un long trajet parce que je vivais dans l'est de Londres. Lorsque je travaillais en équipe du soir, c'est-à-dire de 17 heures à 1 heure du matin (ou plus tard s'il me fallait effectuer des heures supplémentaires), cela me prenait un temps fou pour rentrer chez moi, car je devais prendre les bus de nuit. Et à nouveau je touchais le salaire minimum. Enfin, dans ce type d'emploi, il faut rester debout tout le temps – sur la chaîne ou dans le secteur de l'emballage, c'est du pareil au même.

Une grande tension régnait dans l'usine. En fait, le premier jour où j'y ai travaillé, j'ai vécu l'enfer. Impatients et grossiers, les chefs d'équipe me regardaient comme si une pestiférée. J'ai vu des salariés être renvoyés chez eux pour diverses raisons, comme par exemple cinq minutes de retard ou une dispute avec un collègue. Il existait aussi une barrière linguistique entre nous, les travailleurs, car beaucoup d'Indiens et d'Européens de l'Est ne parlent pas beaucoup l'anglais. En conséquence, le personnel permanent s'impatientait en essayant d'expliquer aux nouveaux arrivants comment exécuter telle ou telle tâche. Cela a fini par provoquer des altercations, verbales et parfois même physiques.

Lorsque j'ai été transférée à l'emballage, la situation ne s'est pas améliorée. Dès que je suis entrée dans ce service, on m'a lancé de drôles de regards et les collègues se sont comportés de façon bizarre. Un jeune homme, deux fois plus jeune que moi, n'arrêtait pas de m'ignorer chaque fois que j'essayais de lui parler ou de lui poser une question. Il regardait au loin et ignorait tout ce que je lui disais. C'était très frustrant et je ne savais pas trop quoi en penser. Une autre fois, un collègue de travail et moi avons eu une altercation ; il m'a traitée de singe et m'a dit que la place de ma famille était dans un zoo... À ce moment-là, un chef m'a déplacée de la chaîne où je travaillais mais il n'a posé aucune question. Finalement, j'ai travaillé dans l'équipe chargée de l'hygiène pendant un certain temps. Je préférais ce boulot car nous avons très peu d'interactions avec les chefs d'équipe ou les cadres – et ils n'aboyaient pas d'ordres, ils te disaient simplement de nettoyer ceci ou cela, et tu le faisais. Mais il y avait toujours des tensions, et j'ai eu quelques embrouilles avec des collègues qui ne respectaient pas mon travail.

Dans ce cas, personne ne m'a soutenue ; quand t'es intérimaire, ils peuvent se débarrasser de toi à tout moment sans fournir d'explication, et sans que tu aies la possibilité de te défendre.

Maintenant, j'ai trouvé un emploi permanent dans l'est de Londres. Je nettoie des bureaux pour une grande entreprise. C'est beaucoup moins stressant et je suis payée un peu plus que le salaire minimum. Mais, d'une certaine façon, je ne suis pas vraiment heureuse. J'aimerais trouver quelque chose de mieux, parce que je frôle toujours le rouge et l'interdiction bancaire. Et je veux aider ma famille au Nigeria. C'est pourquoi je pense revenir dans le secteur de l'aide à la personne, et trouver un boulot d'aide à domicile avec un meilleur salaire. On verra.

J'ai surtout vécu dans des maisons partagées dans l'est de Londres. En général, c'était bien, mais mes colocataires ne sont jamais devenus des amis. Chacun s'occupait de ses petites affaires. Je vivais dans une maison de 6 chambres avec des Italiens. Deux d'entre eux étaient étudiants, les autres des travailleurs. Ils étaient cool, mais je passais 99% du temps dans ma chambre. J'ai remarqué que lorsque les Italiens se rencontraient par hasard dans la cuisine, ils bavardaient un peu et s'asseyaient parfois tous ensemble durant un moment dans le salon. Mais cela ne m'est jamais arrivé. Je pense que parce qu'ils étaient tous italiens et parlaient la même langue, ils avaient un point commun.

Dans la maison où je vis maintenant, il y a un Britannique et tous les autres sont des Noirs (un homme, une femme, un couple avec un nouveau-né et moi). Nous ne nous fréquentons pas. De toute façon, nous n'avons même pas de pièce pour nous asseoir tous ensemble, et tu n'as pas nécessairement envie d'inviter des gens dans ta chambre quand il est déjà si difficile d'avoir un peu d'intimité. Mais je dois reconnaître que vivre ainsi te rend un peu antisocial. On s'habitue à s'isoler des autres, et puis on se comporte de la même façon dans le bus, le métro, au travail, etc. Je ne suis pas très sociable ici. J'étais très différente au Nigeria, mais maintenant je n'en ai plus envie. Quand j'ai fini de travailler, je veux rentrer chez moi et m'enfermer dans ma chambre.

Bien sûr, ce n'est pas facile de rencontrer un partenaire de cette façon. Je suis célibataire en ce moment, mais j'aimerais rencontrer quelqu'un de sérieux et construire une famille. J'aimerais vraiment avoir au moins un enfant, car sinon j'aurais l'impression de ne rien laisser après moi quand je mourrai. Mais l'horloge tourne. Je fais des rencontres en ligne, mais cela pose aussi des problèmes. Tu as tous ces mecs bizarres en chaîne, tu ignores ce qu'ils veulent vraiment. Pour le moment, je veux rester au Royaume-Uni. J'espère pouvoir trouver l'amour ici et construire une famille. Mais si ça ne marche pas, j'essaierai le Canada, où j'ai aussi de la famille. Pas les États-Unis, comme je l'ai dit, car je ne voudrais jamais y vivre, mais le Canada peut être une option.

AUTRES TEXTES D'ANGRY WORKERS OF THE WORLD TRADUITS EN FRANÇAIS

- *WorkersWildWest*. Parution prochaine d'un nouveau journal politique de travailleurs dans l'ouest de Londres (2015) <http://www.mondialisme.org/spip.php?article2232>
- «Insurrection et production» (2016) <http://mondialisme.org/spip.php?article2571>
- Le revenu universel ne contribue pas à l'émancipation des travailleurs (2017)
<http://www.mondialisme.org/spip.php?article2586>
- Cinq histoires de femmes travailleuses dans l'Ouest de Londres (2018)
<http://mondialisme.org/spip.php?article2679>
- Des limites de «l'intersectionnalité» : Grèves de femmes. Luttés et stratégie des travailleuses d'Asie du Sud. De Grunwick à Gate Gourmet (2019) <http://mondialisme.org/spip.php?article2797>
- L'enquête ouvrière sur les centres d'appels de 1999 : une démarche toujours actuelle ! (2019)
<http://nfnf.eu/spip.php?article648>
- «Les Indigènes, Race et classe dans les ruines de l'Empire». A propos du livre d'Akala : Natives. Race & Class in the Ruins of Empire (2019) <http://mondialisme.org/spip.php?article2840>
- Londres : travailleuses immigrées et syndicat (2020)
<http://www.mondialisme.org/spip.php?article2852>
- Bref rapport sur la situation post-électorale au Royaume-Uni (2020)
<http://nfnf.eu/spip.php?article684>
- *Nous, travailleurs précaires, nous avons un pouvoir collectif ! Introduction de Class power on zero-hours* PM Press, 2020
<http://www.mondialisme.org/spip.php?article2859>